

## Introduction



*Le document que vous avez sous les yeux constitue le rapport annuel 2010 de la fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement, ACODEV asbl.*

*Comme pour l'année 2009, ce rapport est axé sur les résultats et présente les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs que la fédération s'est donnée dans son cadre stratégique 2008-2013, et dans l'atteinte des résultats intermédiaires fixés pour l'année 2010.*

*Ce document est à la fois un guide pour l'observateur externe, pour les membres de la fédération et pour le secrétariat général qui met en œuvre, avec les organisations membres, les objectifs fixés en 2007 pour la période 2008-2013.*

*Ce rapport est structuré en trois principaux chapitres chacun axé sur un des 3 objectifs spécifiques (OS1, OS2, OS3) de notre cadre stratégique. Un quatrième chapitre traite de l'objectif poursuivi transversalement (OT). Les annexes tiennent également une place importante dans la mesure où elles apportent des illustrations concrètes, quantitatives, de différents éléments de la vie « quotidienne » de la fédération.*

*Ce dossier doit également permettre de mener sur des bases claires et solides un dialogue avec l'administration qui est un interlocuteur et un bailleur de fonds attentif au rôle et à la qualité du secteur ONG.*

*Bonne lecture !*

*Jean-Marie Léonard,  
Président*

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	1
<b>Table des matières</b> .....	1
<b>Faits saillants</b> .....	2
<b>Les résultats 2010</b> .....	4
OS1. Les ONG membres améliorent leurs visions et stratégies Nord et Sud .....	4
OS2. L'efficacité des ONG membres s'accroît à travers l'amélioration de leur fonctionnement interne .....	8
OS3. L'environnement politique, administratif et réglementaire favorise la qualité du travail des ONG membres .....	16
OT. La fédération répond mieux aux attentes de ses membres.....	21

## Faits saillants

La mission d'ACODEV est de soutenir les ONG membres pour qu'elles puissent mettre en œuvre une coopération de qualité. Le cadre stratégique 2008-2013 place la question de la qualité des ONG et de la coopération au développement au cœur du travail de la fédération. En 2010, plusieurs jalons importants ont été atteints dans ce cheminement.

La question de la définition d'un cadre de référence de la qualité d'une ONG préoccupe ACODEV depuis plusieurs années. Un grand progrès a été accompli en 2010 lorsque le Groupe de Travail Qualité (GTQ) commun à ACODEV et Coprogram, mandaté par les Assemblées générales, a identifié et confirmé la pertinence du modèle EFQM comme cadre de référence pour la qualité dans le secteur ONG. Ce modèle, qui met davantage l'accent sur le processus d'amélioration continue que sur la qualité, aborde l'organisation dans sa globalité, en tenant compte de la richesse (et des intérêts parfois divergents) des parties prenantes. Il propose un ensemble équilibré de critères illustrant les caractéristiques de l'organisation « idéale », tant du point de vue de son fonctionnement que du point de vue de ses résultats. Le caractère très générique des critères (le modèle est utilisé par une très grande variété d'organisations) laisse une grande place à la contextualisation. Le GTQ a proposé une première grille d'interprétation du modèle pour son utilisation dans le cadre ONG. L'adoption du modèle EFQM comme système de référence pour l'amélioration continue dans le secteur ONG sera mis en débat en 2011 dans le cadre des Assemblées générales des fédérations.

En parallèle, l'échange sur les pratiques et stratégies entre ONG s'est poursuivi en 2010 sous l'impulsion de la fédération. Cinq groupes d'échange de pratiques et stratégies (GPS) ont fonctionné en 2010. Les membres d'ACODEV en investissant un total de 1 équivalent temps plein (220 personnes-jour) dans les groupes sectoriels, groupes de travail et GPS ont largement contribué à alimenter la réflexion au sein du secteur et le dialogue avec la DGD. On peut mettre en avant tout le travail réalisé par le Groupe Sectoriel Education au Développement dans le cadre de la réflexion sur l'efficacité dans le volet Nord. Dans le domaine de l'envoi, le Groupe Sectoriel Ressources Humaines a produit une note de vision d'avenir sur le rôle des ressources humaines dans la coopération qui a été présentée à la DGD et devrait servir de base à un débat plus large en 2011.

Une enquête sur « les missions de la fédération, les besoins et les attentes de ses membres » à laquelle 58% des membres ont participé a mis en évidence leur très grande satisfaction par rapport au soutien que leur fournit ACODEV pour améliorer leur fonctionnement interne (95% de satisfaction). Au-delà de la « simple » satisfaction des membres, un système renforcé de suivi a permis de mieux appréhender l'effet des formations en 2010. En moyenne, les formations et coaching ont permis de doubler le niveau de compétence des personnes en ayant bénéficié.

En 2010, la plupart des ONG programme ont préparé et présenté leur second programme triennal à la DGD. Ce processus a été suivi et soutenu par la fédération. Une trajectoire spécifique de formation/coaching collectif en méthodologie d'identification et de formulation de projet a été organisée en amont du processus. La fédération a par ailleurs apporté un conseil méthodologique spécifique à 10 ONG. En croisant l'évolution de l'appréciation des projets et programmes par la DGD entre 2008 et 2010 avec les statistiques de participation aux formations en méthodologies de gestion de projet, il ressort que les ONG qui ont suivi une formation ou un coaching en méthodologie ont amélioré l'approche méthodologique de leurs projets et programmes tandis que les autres ont régressé. L'introduction du coaching individuel ou collectif dans les processus de formation a joué un rôle positif dans l'atteinte de ces résultats.

*Le Groupe de Travail Qualité a identifié le modèle EFQM comme système d'amélioration de la qualité pertinent pour le secteur ONG*

*L'échange entre membres s'est renforcé et a permis d'enrichir le dialogue avec la DGD*

*Une enquête a confirmé le niveau élevé de satisfaction des membres pour les services d'ACODEV*

*Les ONG qui ont suivi une formation en gestion du cycle du projet ont amélioré la qualité méthodologique de leurs interventions*

*La mise en œuvre de l'accord du 4 mai 2009 a continué à mobiliser ACODEV et ses membres*

ACODEV a pleinement assumé ses responsabilités dans la mise en œuvre de l'Accord du 4 mai 2009 sur l'efficacité des ONG et les échanges avec la DGD se sont intensifiés. La préparation et la socialisation des vingt-deux réunions du Comité Paritaire de Concertation et de ses groupes de travail, chargés d'approfondir les différents points de l'Accord, ont fortement mobilisé la fédération et ses instances. Même si le processus n'a pas été exempt de blocages ou de frictions, des progrès substantiels ont pu être réalisés sur la plupart des thèmes à l'ordre du jour.

*Les articulations avec Coprogram et le CNCD-11.11.11 se sont renforcées*

Enfin, l'année 2010 a également été marquée par le **renforcement de l'articulation** entre ACODEV et Coprogram (la fédération des ONG belges néerlandophones) et entre ACODEV et le CNCD-11.11.11 (la coupole francophone des organisations engagées dans la solidarité internationale). De nombreuses synergies opérationnelles existaient déjà entre les deux fédérations (groupes de travail commun, activités communes), elles se sont renforcées et une attention plus importante a été placée en 2010 sur l'alignement de nos stratégies. On peut ainsi mettre en avant que tout le processus de mise en place d'un référentiel qualité s'est fait de concert, les Assemblées générales se sont prononcées sur des documents identiques. Par ailleurs, les fédérations ont largement harmonisé leurs plans d'action. C'est ainsi que sur les 20 résultats du plan d'action 2011 d'ACODEV, 12 sont poursuivis en commun avec Coprogram, 3 sont recherchés séparément mais avec une harmonisation forte et seulement 5 sont totalement indépendants.

L'articulation entre ACODEV et le CNCD-11.11.11 s'est renforcée par la mise sur pied, en 2009, d'un comité de liaison qui rassemble les présidents et secrétaires généraux des deux structures ainsi que des représentants d'ONG membres des Conseils d'administration. En 2010 le comité de liaison s'est réuni huit fois pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Accord du 4 mai 2009, réfléchir au type de coordination dont le secteur devrait se doter et préparer l'Université d'Automne 2011.

## Les résultats 2010

Ce chapitre met en évidence les efforts réalisés dans ce but et les jalons atteints sur ce cheminement en 2010.

Dans les pages qui suivent, chaque résultat du cadre stratégique 2008-2013 est passé en revue, dans un premier temps, pour mettre en évidence la progression réalisée depuis 2008 par rapport aux indicateurs du cadre stratégique, puis, dans un second temps pour mesurer l'atteinte ou non des résultats intermédiaires qui avaient été fixés pour 2010, le cas échéant, dans le plan d'action annuel. A cet effet, un code couleur spécifique permet de visualiser rapidement le degré d'atteinte de chaque résultat intermédiaire 2010 : **vert (+)** indique un résultat atteint, **orange (>)** indique un progrès significatif dans l'atteinte du résultat et **rouge (-)** indique l'absence de progrès.

### OS1. LES ONG MEMBRES AMELIORENT LEURS VISIONS ET STRATEGIES NORD ET SUD

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R1.1 : Les ONG membres s'accordent sur un cadre de référence commun pour la qualité dans la coopération au développement (au niveau des résultats, des processus et de la gestion) qui précise les critères d'appréciation de cette qualité.</b>	
	<i>Indicateurs 2013</i>	<i>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</i>
	IOV11a - Au moins 50% des membres souscrivent au cadre proposé	<p>Situation de référence : 0% - le cadre n'existe pas</p> <p>Fin 2008 : Aucun progrès enregistré - le cadre n'est pas finalisé</p> <p>Fin 2009 : Aucun progrès enregistré - le cadre n'est pas finalisé</p> <p>Fin 2010 : Une décision a été prise par l'AG sur les principes du cadre de référence, une première version du cadre de référence « EFQM pour les ONG » a été validée dans le cadre d'un processus participatif qui a mobilisé plus de 25 ONG dont 18 membres d'ACODEV.</p>
IOV11b - au moins 30 % des membres ont une politique qualité propre qui traduit le cadre de référence de la fédération à leur contexte propre.	<p>Situation de référence : 0%</p> <p>Fin 2008 : Aucun progrès enregistré - le cadre n'est pas finalisé</p> <p>Fin 2009 : Aucun progrès enregistré - le cadre n'est pas finalisé</p> <p>Fin 2010 : 21 ONG (26% des membres mais 50% de l'échantillon des répondants) déclarent disposer d'une politique qualité explicite. Seules 17 ONG déclarent la mettre en œuvre concrètement (21% du total des membres, mais 40% de l'échantillon des répondants) (source : Enquête membres 2010).</p>	
<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ONG s'accordent sur un cadre de référence opérationnel de la qualité (critères et modalités de mesure)</li> </ul>	
	<i>Indicateurs 2010</i>	<i>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</i>
50% des ONG membres s'engagent à mettre en œuvre le cadre de référence	>	<p>Une décision a été prise par l'AG sur les principes du cadre de référence, une première version du cadre de référence « EFQM pour les ONG » a été validée dans le cadre d'un processus participatif qui a mobilisé plus de 25 ONG dont 18 membres d'ACODEV.</p> <p>L'adoption formelle du cadre de référence « EFQM pour les ONG » est à l'ordre du jour de l'AG de juin 2011.</p>

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

Deux étapes majeures ont été franchies en 2010 dans la définition d'un référentiel Qualité pour le secteur ONG :

1. L'identification et la validation d'un modèle existant, le modèle EFQM, pour structurer le travail qualité des ONG à travers des outils adaptés et un cadre de référence pertinent. Le modèle EFQM a permis de dépasser les difficultés liées à la création de toutes pièces d'un modèle spécifique aux ONG. L'expérience a montré qu'il était difficile, dans un secteur aux sensibilités très diverses, d'arriver à un consensus sur le contenu d'un référentiel qui reste ambitieux. L'utilisation d'un modèle existant, comme le modèle EFQM, dont la pertinence a été démontrée dans une très large variété de contextes contourne cette difficulté. Le modèle EFQM a été validé au terme d'un processus participatif qui a mobilisé un large panel d'ONG représentatif.
2. Le découplage de la réflexion entre référentiel qualité, d'une part, et processus de certification, d'autre part. Toute structure qui investit davantage dans sa qualité cherche à valoriser cet effort, c'est bien naturel. C'est dans cet esprit que le GT « Qualité et certification » avait commencé à travailler : mettre au point un référentiel qualité pouvant servir de base à la négociation, avec la DGD, de modalités de cofinancement plus avantageuses. Si la simplification administrative reste un objectif clair des fédérations, les Assemblées générales ont décidé, en mars et juin 2010, que le travail sur la qualité par les ONG ne devait pas nécessairement être récompensé par la DGD dans la mesure où l'amélioration de la performance et des résultats d'une ONG sont des objectifs à rechercher pour eux-mêmes.

Le caractère participatif du processus de validation du modèle EFQM a retardé son adoption officielle par les Assemblées générales des fédérations. Elle devrait avoir lieu en juin 2011. Deux ONG, dont une est membre d'ACODEV, n'ont pas attendu cette adoption officielle et avaient déjà entamé, fin 2010, une démarche EFQM.

### Ce qui a été réalisé en 2010

- Une journée de socialisation et discussion des travaux du GT « Qualité et certification » (05/02/2010) a rassemblé 55 participants ONG, dont 34 personnes issues de 29 ONG membres d'ACODEV. Cette journée a débouché sur la mise au point d'une motion proposée aux Assemblées générales des fédérations.
- Le GT « Qualité et certification » commun à ACODEV et Coprogram s'est réuni à trois reprises et a mobilisé 9 ONG membres. Ses travaux ont notamment permis d'identifier le modèle EFQM comme candidat potentiel de référentiel qualité pour le secteur. (voir annexe III)
- Cinq groupes thématiques (Leadership, Finances, RH, Volet Nord, Volet Sud) ont passé en revue les critères du modèle EFQM pour en valider la pertinence dans le contexte des ONG de développement. 18 ONG membres d'ACODEV ont participé à ce processus dont l'ambition était également d'élargir la base d'ONG mobilisées dans le processus de réflexion.
- Une première version du cadre de référence « EFQM pour les ONG » a été préparée par les secrétariats des fédérations en vue de sa validation par les Assemblées générales en 2011.
- Deux membres du secrétariat ont été formés à l'évaluation des organisations sur base du modèle EFQM

### Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

- L'approbation formelle du modèle par l'Assemblée générale d'ACODEV.

Cadre stratégique 2008-2013	<b>R1.2 : Les ONG membres questionnent régulièrement la pertinence de leurs politiques, stratégies, approches et résultats Nord et Sud par rapport à l'évolution du secteur et aux enjeux de la coopération au développement et se positionnent comme organisations apprenantes</b>	
	<i>Indicateurs 2013</i>	<i>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</i>
	IOV12a - au moins 50% des ONG soumettent leurs stratégies, projet et programmes au regard critique de leurs pairs	<i>Situation de référence</i> : échanges stratégiques très limités entre ONG <i>Fin 2008</i> : pas de progrès enregistré <i>Fin 2009</i> : 3 GPS sont constitués et rassemblent 14 ONG membres (18%) <i>Fin 2010</i> : 5 GPS ont fonctionné rassemblant 13 ONG membres (16%)
	IOV12b - au moins 5 études transversales (capitalisations d'expériences remarquables, méta-évaluations, ...) réalisées	<i>Situation de référence</i> : 0 <i>Fin 2008</i> : 1 étude transversale entamée (capitalisation « Pratiques d'évaluation en ED ») <i>Fin 2009</i> : 2 études transversales réalisées (capitalisation « pratiques d'évaluation en ED », étude « tirer des leçons des évaluations d'ONG ») <i>Fin 2010</i> : 3 études transversales réalisées (capitalisation « pratiques d'évaluation en ED », étude « tirer des leçons des évaluations d'ONG », étude « Benchmarking des politiques salariales au Sud »)
IOV12c - 50 % des évaluations de membres disponibles sur le site ONG-Evaluations.be	<i>Situation de référence</i> : 0% <i>Fin 2008</i> : pas de progrès enregistré <i>Fin 2009</i> : www.ONG-Evaluations.be reprend 441 évaluations et documents liés <i>Fin 2010</i> : pas de progrès enregistré	

Résultats intermédiaires 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ONG partagent leurs stratégies et pratiques au sein de groupes de revue critique entre pairs spécialisés (GPS) (R1.2A)</li> <li>• Les conditions pour un partenariat N/S efficace pour le volet Nord ont été identifiées (R1.2B)</li> <li>• Une base de données permet aux ONG de cartographier et partager entre elles leurs interventions, partenariats, expertises et apprentissages (R1.2C)</li> </ul>	
	<i>Indicateurs 2010</i>	<i>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</i>
	Au moins 5 GPS sont fonctionnels	<b>+</b> 5 GPS se sont réunis en 2010 pour un total de 15 rencontres
	Au moins 20 ONG contribuent à la dynamique (noyau dur)	<b>&gt;</b> 13 ONG ont participé en moyenne à 5,5 réunions de 2,6 GPS. 9 ONG font partie d'un noyau dur (participation à 4 réunions ou plus). Chaque réunion a rassemblé en moyenne 4,8 participants
	Existence de recommandations concrètes pour le partenariat N/S dans le volet Nord	<b>+</b> La synthèse du séminaire sur le partenariat N/S dans le volet Nord présente les recommandations identifiées par les participants
La base de données www.viungo.net est développée et testée par quelques membres	<b>&gt;</b> La base de données existe, reprend déjà les données des volets Sud des programmes 2011-2013 des ONG, mais ne sera mise en ligne publiquement qu'en juin 2011.	

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

La dynamique de réflexion stratégique et critique s'est renforcée en 2010 parmi les membres de la fédération, en particulier pour les thèmes liés au volet Nord. Deux éléments particuliers méritent d'être soulignés à ce niveau :

1. La pertinence des Groupes d'échange de Pratique et Stratégies (GPS) comme outil pour dynamiser la réflexion individuelle et collective s'est confirmée en 2010 : 5 GPS ont mobilisé, en 15 rencontres, 13 ONG qui y ont contribué un total d'environ 40 personnes-jour de travail. Les résultats de ces GPS sont inégaux, mais certains d'entre eux ont réussi à mettre en place une réelle dynamique d'échange de pratiques, de réflexion collective et de mise en œuvre d'actions communes. Parmi ceux-ci, on peut mettre en exergue les éléments suivants :
  - Le GPS « ED et monde scolaire » est à la base de rencontres avec les trois réseaux d'enseignement en Communauté française, de la mise sur pied d'un stand collectif au salon de l'éducation à Namur (octobre 2010), de la réalisation d'un catalogue commun des outils d'ED pour les enseignants, de la production d'une note de vision sur le partenariat ONG-écoles,...
  - Le GPS « Mobilisation de volontaires » a échangé sur la notion de volontariat, sur l'adhésion du volontaire à la vision et aux valeurs de l'ONG, sur la formation et l'évaluation des volontaires
  - Le GPS « ED et Récolte de Fonds » a produit une note de clarification sur le lien entre l'ED et la récolte de fonds.



Les participants aux GPS estiment que cela leur a permis de développer des synergies entre acteurs (64%), de renforcer leurs compétences (36%) et d'améliorer la qualité de leur travail (28,5%). Le principal frein à la participation aux GPS est le manque de temps, ce qui est particulièrement vrai pour les plus petites organisations qui constituent une grande partie du membrariat d'ACODEV (source : enquête membres 2010).

2. La forte mobilisation des ONG membres du Groupe Sectoriel Education au Développement (GSED) dans l'alimentation du débat sur l'efficacité du volet Nord mené en GT3 du CPC a débouché, début 2011, sur l'approbation de 4 notes consensuelles sur l'ED. Le GSED a également joué un rôle moteur pour renforcer la qualité en ED, notamment à travers le travail sur l'explicitation des hypothèses de changement, suite à la capitalisation de 2009 sur les pratiques d'évaluation et la socialisation du Code de conduite sur les images et les messages de CONCORD (cf infra 2.2 et 2.3).

### Ce qui a été réalisé en 2010

- L'échange de pratiques et de stratégies entre membres a été dynamisé au sein de cinq GPS qui ont été actifs en 2010 : les GPS « partenariat » (3 réunions en 2010), « ED en monde scolaire » (4 réunions en 2010), « Mobilisation de volontaires » (5 réunions en 2010), « ED et récolte de fonds » (2 réunions en 2010), « ED et plaidoyer » (1 réunion en 2010).
- Un séminaire de réflexion sur le rôle du partenariat Nord-Sud dans le volet Nord a rassemblé 74 participants dont 43 issus de 23 ONG membres et 8 représentants des partenaires Sud (11/05/2011). Les conclusions et recommandations du séminaire ont été traduites (Français-Néerlandais-Anglais-Espagnol) et diffusées (ONG, partenaires, Concord, bailleurs de fonds DGD et WBI)
- Le Groupe Sectoriel « Education au développement » s'est réuni à 11 reprises. Son travail s'est principalement concentré sur l'alimentation du débat sur l'efficacité du volet Nord mené en GT3 du CPC. (voir annexe III)
- Le Groupe Sectoriel « Ressources Humaines » (qui s'est réuni à quatre reprises en 2010) a notamment travaillé sur une note de vision d'avenir pour l'envoi de personnes « L'envoi de personnel expatrié ONG dans le Sud : le pourquoi et le comment pour la décennie à venir » qui a été adoptée par le Conseil d'Administration et présentée au Comité Paritaire de Concertation. (voir annexe III)
- La base de données [www.viungo.net](http://www.viungo.net) (Viungo signifie « liens » en Swahili) a été développée et alimentée. Elle reprend les données des volets Sud des programmes 2011-2013 des ONG (Les projets seront ajoutés dans un second temps). La base de données permet une présentation des programmes sur une base géographique (lieu d'intervention avec un degré de précision de l'ordre du troisième niveau de subdivision administrative), thématique (à partir du thésaurus de l'OCDE approfondi par AidData.org), et institutionnelle (liste des partenaires impliqués dans le programme). L'interface de consultation des données ne sera rendue publique qu'à la mi 2011 en raison de retards du fournisseur informatique.

### Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

- La socialisation des apprentissages des GPS. Celle-ci aura lieu en 2011.

## OS2. L'EFFICACITE DES ONG MEMBRES S'ACCROIT A TRAVERS L'AMELIORATION DE LEUR FONCTIONNEMENT INTERNE

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R2.1 : Les ONG membres adoptent des outils et des stratégies qui augmentent leur transparence et redevabilité au développement</b>	
	<b>Indicateurs 2013</b>	<b>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</b>
	I0V21 - ONG-LivreOuvert.be publie des informations à jour et complètes pour au moins 75% des membres d'ACODEV	<p>Situation de référence : 0% - l'outil n'existe pas</p> <p>Fin 2008 : 0% - l'outil n'est pas disponible pour les ONG francophones</p> <p>Fin 2009 : 45 membres ont introduits des données à jour dans ONG-LivreOuvert.be (57%). Les données 2008 sont complètes pour 37 d'entre eux (47%)</p> <p>Fin 2010 : 65 membres ont introduit des données à jour dans ONG-LivreOuvert.be (80%). Les données 2009 sont complètes pour 47 d'entre eux (57%)</p>
<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La transparence du secteur s'est accrue</li> </ul>	
	<b>Indicateurs 2010</b>	<b>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</b>
	75% des membres ont mis à jour leurs données 2009 sur ONG-LivreOuvert.be	+ 80% des membres
Des sites webs non liés au secteur ONG référencent ONG-LivreOuvert.be	+	Le terme « ONG-livreouvert.be » est référencé par une douzaine de sites internet qui ne sont pas liés au secteur de la coopération au développement. 11 journaux/magazines ont relayé l'information présentée dans ONG-LivreOuvert.be

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

L'outil de transparence ONGLivreOuvert.be commence à rentrer dans les mœurs des ONG. 80% des membres d'ACODEV y présentent leurs données pour 2009. Le rayonnement extérieur d'ONGLivreOuvert.be se développe ; il est principalement utilisé par les journalistes tandis que des collaborations se mettent en place pour un échange de données avec l'AERF et la Fondation Roi Baudouin.

En 2010, le site ONGLivreOuvert.be a été visité 23560 fois pour 5,7 pages vues par visite en moyenne. Le quatrième trimestre 2010 (publication des données 2009) a engrangé 8696 visites soit 20% de mieux que l'année précédente.

Outre la transparence financière, les ONG doivent mieux démontrer leur attachement au développement durable dans leurs rapports. En l'absence d'investissement spécifique de la part de la fédération, aucun progrès n'a pu être enregistré en 2010 dans l'utilisation par les membres du format de rapportage GRI (Global Reporting Initiative). Cette démarche sera intégrée ultérieurement dans le cadre plus global du référentiel qualité.

### Ce qui a été réalisé en 2010

- ACODEV a continué à animer le site ONG-LivreOuvert.be. Des nouveaux modules automatisent l'insertion des données par les ONG.
- Une analyse transversale des données ONG a porté sur l'évolution des dons privés. Elle a permis de montrer que ceux-ci n'avaient pas diminué.

### Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

- Un atelier de présentation de la Global Reporting Initiative, parce que le Réseau GRI n'a pas pu mobiliser de formateur francophone.
- La publication d'une fiche sur les sources de financement public des ONG et les mécanismes de contrôle qui y sont liés (à l'intention du grand public).



<b>Cadre strat. 2008-2013</b>	<b>R2.2 : les ONG membres appliquent des pratiques de gestion (ressources humaines, finances, administration, communication, connaissances) et de contrôle interne qui sont en phase avec leurs besoins spécifiques</b>		
	<b>Indicateurs 2013</b>		<b>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</b>
	IOV22 - Au moins 75% des ONG utilisent des outils de gestion et de contrôle interne en phase avec leurs besoins		Cet indicateur devait être alimenté par l'enquête membres 2010, mais il s'avère très difficile à mesurer. Un indicateur alternatif sera proposé dans le rapport de résultats 2011
<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ONG membres ont renforcé leurs pratiques de gestion (RH, finances, administration, communication) et de contrôle interne (R2.2A)</li> <li>Les ONG membres ont acquis des connaissances en phase avec la spécificité du secteur (R2.2B)</li> </ul>		
	<b>Indicateurs 2010</b>		<b>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</b>
	Dix ONG ont effectué un autodiagnostic de gestion	-	Pas atteint
	90% des ONG bénéficiaires du FAIQ démontrent une amélioration concrète de leur gestion	+	Plus de 90% des ONG bénéficiaires déclarent un impact positif du FAIQ sur leur gestion (source : enquête membres 2010)
	Nombre d'ONG qui sont formées aux thèmes de gestion spécifique à la coopération	+	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code éthique sur les messages : 9 ONG (14% des ONG membres avec un volet Nord)</li> <li>Tableaux croisés dynamiques : 13 ONG (16% des ONG membres)</li> <li>Coaching à distance des RH : 7 ONG (24% des ONG membres qui envoient du personnel au Sud)</li> </ul>

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

Suite à la deuxième opération de screening pour l'agrément programme finalisée en 2010, 11 ONG membres d'ACODEV ont obtenu cet agrément. L'amélioration nette du taux de réussite qui passe de 69% à 85% entre les deux exercices, en dépit de critères d'appréciation plus stricts, démontre une amélioration nette de la capacité de gestion des ONG entre 2007 et 2010, en particulier pour celles qui présentaient le screening pour la seconde fois (100% de réussite)

Après une première opération test en 2009, la Facilité d'Appui aux Initiatives de renforcement de la Qualité (FAIQ) s'est imposée en 2010 comme outil permettant de soutenir l'amélioration de la qualité pour les organisations membres. Une évaluation interne des appels 2009 et 2010 de la FAIQ (voir annexe XV) a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- Ces projets sont bien intégrés dans les processus internes des ONG grâce à la flexibilité de la FAIQ ; ils ne constituent généralement pas une réponse opportuniste à l'offre de financement. Les montants octroyés restent faibles mais ils constituent un coup de pouce non négligeable.
- Ils se traduisent en résultats concrets pour les ONG bénéficiaires. La mobilisation d'un prestataire externe, outre l'expertise qu'il/elle apporte, force l'ONG à bien préciser ses besoins et à s'investir ce qui améliore la portée des résultats.
- L'efficacité du système est bonne. Grâce au système concurrentiel, les ONG y investissent davantage de fonds propres (37%) que ce qui est requis (20%). Par ailleurs, le regroupement de dossiers similaires au sein d'un seul appel d'offre global a permis de réduire les coûts.
- Les ONG souhaitent une meilleure prévisibilité des appels à propositions, une limite financière moins basse et plus de temps pour préparer leur proposition et pour l'exécuter.

**Ce qui a été réalisé en 2010**

- Un outil d'autodiagnostic basé sur le modèle EFQM a été identifié et adapté à la spécificité du secteur ONG. Il sera exploité à partir de 2011.
- La FAIQ a soutenu 14 projets d'ONG en 2010, pour un total de 20 demandes. Ces projets représentaient un investissement total de presque 49.000€ (en moyenne 3.500€ / projet) dont 63% à charge de la FAIQ. Quatre thématiques ont été privilégiées en 2010 :
  - Gouvernance et contrôle interne (7 projets retenus pour 8 demandes),
  - Développement institutionnel et renforcement organisationnel (4 projets retenus pour 6 demandes)
  - Planification stratégique (3 projets retenus pour 5 demandes)
  - Synergies (0 projet retenu pour 1 demande)

En annexe XIV : les détails des projets et bénéficiaires FAIQ 2010

- Des formations spécifiques au métier de la coopération au développement :

	Dates	Participants (non-membres)	ONG membres bénéficiaires	Satisfaction des participants	Amélioration des compétences*
Communication : code éthique sur les images et les messages	23/02/2010 (0,5j)	17 (2)	9	73,5%	+111%
Gestion : Tableaux croisés dynamiques dans Excel-	15 & 18/03/2010 (2*0,5j)	13 (0)	9	n/a	n/a
GRH : Coaching à distance du personnel de terrain	21/12/2010 (1j)	11 (1)	7	72%	+29%

\* L'indice d'amélioration des compétences est basé sur une analyse avant / après des compétences recherchées à travers la formation. Un indice de +100% indique qu'en moyenne, les participants ont doublé leur niveau de maîtrise des compétences exprimé sur une échelle de 0 à 3 (0=aucune maîtrise de la compétence, 3=très bonne maîtrise de la compétence)

**Ce qui n'a pas été réalisé en 2010**

- L'accompagnement à l'autodiagnostic de gestion qui sera pleinement lancé en 2011 avec l'adoption du référentiel qualité.

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R2.3 : les compétences méthodologiques des ONG pour l'identification, la planification, le suivi et l'évaluation de leurs projets et programmes sont renforcées dans le cadre des principes de la GAR</b>	
	<b>Indicateurs</b>	<b>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</b>
	IOV23 - Évolution des résultats du critère « approche méthodologique » pour les projets et programmes introduits à partir de 2011 pour un cadre d'appréciation DGD constant	Situation de référence : <i>Suffisant</i> (moyenne de la cote « approche méthodologique » de 45 appréciations projets ou programmes en 2008, valeur de l'indice : 1,82) - Cf. infra.  Fin 2010 : <i>Suffisant</i> (moyenne de la cote « approche méthodologique » de 44 appréciations projets ou programmes en 2010, valeur de l'indice : 1,84) - Cf. infra.
<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	• Les compétences méthodologiques des ONG pour l'identification, la planification, le suivi et l'évaluation de leurs projets et programmes sont renforcées dans le cadre des principes de la GAR	
	<b>Indicateurs</b>	<b>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</b>
	Degré de mise en œuvre dans les ONG des compétences apprises	> Pas de données
Degré d'amélioration des compétences pour les participants aux formations	+	Globalement, les participants sont passés de « <b>faible</b> » (0.77 sur une échelle de 0 à 3) à « <b>bon</b> » (2.03), soit une progression moyenne de 1,26 degrés ou une amélioration moyenne de 164%. Cf. infra.

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

En 2010, les formations et coaching en méthodologie ont touché globalement 51 organisations soit 62% des membres.

L'analyse des fiches d'appréciation DGD des projets et programmes permet de mettre en évidence les résultats des efforts de formation d'ACODEV en approche méthodologique :

	Nombre d'ONG concernées	Appréciation moyenne 2008* (# d'observations)	Appréciation moyenne 2010* (# d'observations)
ONG Membres	85	1,82 (45)	1,84 (44)
ONG ayant suivi une formation ACODEV entre 2008 et 2010	58	1,73 (37)	1,91 (34)
ONG n'ayant pas suivi de formation ACODEV entre 2008 et 2010	27	2,25 (8)	1,6 (10)

\* sur une échelle de 0 à 5 où 0=insuffisant, 1=faible, 2=suffisant/satisfaisant, 3=bon, 4=très bon et 5=excellent

Les principales leçons de ces indicateurs sont les suivantes<sup>1</sup> :

- Les ONG qui ont suivi une ou plusieurs formations méthodologiques étaient (en moyenne) les plus faibles en 2008. Elles ont légèrement amélioré leur performance entre 2008 et 2010.
- Les ONG qui n'ont pas suivi de formation étaient (en moyenne) les plus fortes en 2008. L'appréciation de leur approche méthodologique s'est pourtant fortement dégradée entre 2008 et 2010 au point d'être repassée en-dessous de celle du groupe des ONG formées. A noter que cette baisse de la cote ne met pas nécessairement en évidence une diminution de la qualité de leur approche méthodologique, mais qu'elle pourrait être due à une appréciation plus stricte de la part de la DGD en 2010. Dans ce cas, l'amélioration de la performance des ONG formées est donc probablement nettement plus significative.

La généralisation des processus de coaching individuels ou groupés suite à l'expérience de 2009 a également contribué à l'amélioration qualitative du processus de formation. C'est un aspect particulièrement apprécié par les participants et qui a contribué à la bonne performance des formations en matière d'amélioration des compétences, avec une amélioration moyenne des compétences de 164% (cf. infra).

<sup>1</sup> Etant donné le faible nombre de données, la significativité statistique de ces indicateurs n'est pas garantie.

**Ce qui a été réalisé en 2010**

- En 2010, ACODEV a organisé six formations en approche méthodologique :

	Dates	Participants (non- membres)	ONG membres bénéficiaires	Satisfaction des participants	Amélioration des compétences*
FB1 <i>Introduction à la Gestion pour les résultats de développement</i>	23-24/2/2010 (2j)	15 (2)	12	70%	+214%
FB2 <i>Introduction à la Gestion du cycle du projet et au cadre logique</i>	31/3-1/4/2010 (2j)	15 (2)	13	86%	+146%
FB3 <i>Introduction à la Gestion du cycle du projet et au cadre logique</i>	24-26/11/2010 (3j)	15 (4)	10	91%	+306%
<b>Total Formations de base<sup>†</sup></b>		<b>38 (6)</b>	<b>26</b>	<b>/</b>	<b>+217%</b>
TA1 <i>Trajectoire Planification d'une intervention de développement</i>	9-10/3/2010, 23/4/2010, 28/5/2010 (4j)	16 (0)	16	90,5%	+88%
FA1 <i>Cartographie des incidences pour le volet Sud</i>	16-18/3/2010 (3j)	6 (1)	5	84%	+550%
FA2 <i>Cartographie des incidences pour le volet Nord</i>	25-27/01/2011 (3j) - budget 2010	16 (2)	14	90%	+925%
<b>Total Formations avancées<sup>†</sup></b>		<b>22 (3)</b>	<b>19</b>	<b>/</b>	<b>+172%</b>
TA1 <i>Coaching Planification d'une intervention de développement</i>	3 demi-jours de coaching par organisation	16 (0)	16	90,5%	+79%
<i>Coaching Hypothèses de changement dans le volet Nord</i>	1/2j de coaching par organisation	15 (0)	13	92,5%	+107%
<b>Total coaching collectif<sup>†</sup></b>		<b>31 (0)</b>	<b>28</b>	<b>/</b>	<b>+172%</b>
<i>Coaching individuel cadre logique projets et programmes</i>	1/2j à 2j de coaching par organisation	31 (0)	10	n/a	n/a

\* L'indice d'amélioration des compétences est basé sur une analyse avant / après des compétences recherchées à travers la formation. Un indice de +100% indique qu'en moyenne, les participants ont doublé leur niveau de maîtrise des compétences exprimé sur une échelle de 0 à 3 (0=aucune maîtrise de la compétence, 3=très bonne maîtrise de la compétence)

† Le total ne correspond pas au total des colonnes parce que les ONG qui ont participé à plus d'une formation ne sont comptées qu'une fois.

**Ce qui n'a pas été réalisé en 2010**

Néant.

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R2.4 : Les ONG membres mettent en place des actions communes / synergies pour bénéficier des économies d'échelles</b>	
	<i>Indicateurs</i>	<i>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</i>
	IOV24 - Nombre de synergies mises en place	Situation de référence : 0 Fin 2008 : 0 Fin 2009 : 2 processus de synergie initiés Fin 2010 : 3 processus de synergie initiés
<b>Résultats intermédiaire c 2010</b>	Les fédérations proposent à leurs membres une première série de services administratifs mutualisés	
	<i>Indicateurs</i>	<i>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</i>
	Un business plan est finalisé	+
20 ONG utilisent les services proposés	-	Seule une ONG a confirmé formellement son intérêt pour le système

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

La mutualisation des services d'appui des ONG est un dossier de synergie auquel les fédérations ACODEV et Coprogram s'intéressent depuis 2008. L'analyse systématique et approfondie des conditions de mise en place d'une mutuelle de services partagés (comptabilité, centrale d'achat) qui a été finalisée en 2010 a mis en évidence les conditions complexes de viabilité d'une telle structure. Néanmoins, pour le volet « comptabilité » (pour lequel la demande était la plus pressante), une formule viable a été mise sur pied dans un business plan qui offrait à ses utilisateurs toutes les garanties de professionnalisme pour une tarification attractive. Cette formule, complexe en raison des obligations légales en la matière, ne répondait plus aux attentes du groupe de départ et n'a pas réussi à apaiser les appréhensions de la dizaine d'autres ONG potentiellement intéressées. Fin 2010, l'initiative n'a pas pu mobiliser un nombre suffisant d'ONG pour justifier un investissement supplémentaire des fédérations.

Au niveau plus opérationnel, ACODEV a favorisé la mise en place de synergies à travers les GPS qui par nature encouragent la mise en place de synergies (cf. supra). Par ailleurs, ACODEV a soutenu activement la participation de ses membres dans le cadre du consortium Haïti Lavi 12-12 (urgence) et de la mise en place d'un programme conjoint de reconstruction. ACODEV a assumé des responsabilités dans la préparation des appels à projets et dans la sélection des projets de ces deux actions en synergie.

### Ce qui a été réalisé en 2010

- Mutualisation des services d'appui des ONG :
  - Finalisation d'une étude de marché, confiée à SAW-B
  - Réalisation d'une étude de faisabilité technique, financière et juridique, confiée à SAW-B
  - Elaboration d'un business plan et d'une stratégie de démarrage, information des ONG, mise sur pied d'un groupe de pionniers.
- Soutien aux programmes de synergie autour de l'aide d'urgence et de la reconstruction en Haïti

### Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

- Mise en route d'un service comptable mutualisé : ce service n'a pas vu le jour faute d'un nombre suffisant d'ONG prêtes à se lancer.

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R2.5 : les associations de coopération au développement utilisent avec profit le socle d'informations de base mis à disposition par la fédération et nécessaire à leur fonctionnement optimal en tant qu'ONG agréée ou pour leur accès à ce statut</b>	
	<b>Indicateurs</b>	<b>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</b>
	IOV25 - Au moins 80% des membres sont satisfaites des informations reçues d'ACODEV (pertinence et exactitude).	<p><u>Situation de référence</u> : en 2005, 73% des ONG sont satisfaites des services rendus aux membres par ACODEV (enquête membres 2005)</p> <p><u>Fin 2008</u> : pas de mesure en 2008</p> <p><u>Fin 2009</u> : pas de mesure en 2009</p> <p><u>Fin 2010</u> : fin 2010, 93% des ONG se déclarent satisfaites ou très satisfaites de l'information transmise par ACODEV (enquête membres 2010)</p>

<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	L'information et les services fournis par ACODEV aux ONG membres restent pertinents	
	<b>Indicateurs</b>	<b>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</b>
	au moins 80% des ONG sont satisfaites des informations reçues d'ACODEV (pertinence et exactitude)	+   93% des ONG se déclarent satisfaites ou très satisfaites de l'information transmise par ACODEV (enquête membres 2010)
	Au moins 50 fiches d'évaluateurs sont disponibles en ligne	>   La base de données devrait être mise en ligne pour la fin du premier semestre 2011
Augmentation du nombre de visites et d'abonnements sur les sites Agenda-solidaire.be et job-info	>   Le nombre de visites et d'abonnements sur les sites Agenda-solidaire.be est resté stable. Le nombre de visites sur le site job-info a augmenté	

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

L'enquête sur les missions de la fédération, les attentes et besoins des membres a confirmé la satisfaction généralisée des membres quant à l'information transmise par la fédération et les différents moyens utilisés à cet effet. 93% des ONG ayant répondu à l'enquête se déclarent satisfaites ou très satisfaites. La newsletter hebdomadaire ACODEV News est plébiscitée comme moyen d'information privilégié, avec 98% de satisfaction (dont 61% de très satisfaits), 93% sont (très) satisfaits du suivi que le secrétariat accorde à leur ONG et du service de helpdesk.

L'enquête a aussi mis en évidence qu'un effort devait encore être fourni au niveau du site internet, mine d'information pour les membres mais insuffisamment accessible. Une évaluation professionnelle de l'ergonomie / usabilité des outils internet de la fédération a confirmé ce point et a formulé une série de recommandations qui seront mises en œuvre dans le cadre de la refonte du site prévue pour 2011.



**Ce qui a été réalisé en 2010**

- Envoi de 40 ACODEV News à 373 destinataires de 86 ONG membres et adhérentes
- Mise en ligne d'une base de données sur les sources de financement alternatives qui reprend près de 50 sources de financement.
- Organisation de séances d'information

	Dates	Participants (non-membres)	ONG membres bénéficiaires	Satisfaction des participants	Amélioration des compétences*
Règlementation « projets »	4/3/2010	27 (6)	15	n/d	n/d
Règlementation « programmes »	11/3/2010	47 (0)	32	n/d	n/d
Règlementation « projets » - les modèles	30/3/2010	12 (2)	8	n/d	n/d
Règlementation « droit belge applicable aux coopérants »	21/09/2010	20 (11)	8	73,5%	+39%
Règlementation « UE »	21/10/2010	13 (3)	9	n/d	n/d
<b>Total Séances d'information « Règlementation » †</b>		<b>95 (20)</b>	<b>52</b>	<b>n/d</b>	<b>n/d</b>
Welcome Pack - séances d'information pour les nouveaux collaborateurs des ONG	3/2010, 6/2010, 12/2010 (3 * 2 demi-journées)	28 (2)	20	n/d	n/d

\* L'indice d'amélioration des compétences est basé sur une analyse avant / après des compétences recherchées à travers la formation. Un indice de +100% indique qu'en moyenne, les participants ont doublé leur niveau de maîtrise des compétences exprimé sur une échelle de 0 à 3 (0=aucune maîtrise de la compétence, 3=très bonne maîtrise de la compétence)

† Le total ne correspond pas au total des colonnes parce que les ONG qui ont participé à plus d'une formation ne sont comptées qu'une fois.

- Rédaction de 23 fiches techniques réglementaires (FTR) additionnelles, mise à jour des anciennes fiches. Le recueil des FTR qui comporte 62 fiches au total a été rediffusé à tous les membres.
- Diffusion de 667 offres d'emploi pour 131 organisations dont 45 membres, ce qui a drainé plus de 600 visites par jour. Chaque annonce est visualisée en moyenne 170 fois.
- Evaluation de l'usabilité du site [www.acodev.be](http://www.acodev.be) et des autres sites internet d'ACODEV. La fréquentation du site (hors offres d'emploi) a diminué de 25% en 2010 par rapport à 2009. Cette diminution s'explique, notamment, par le développement de l'extranet d'ACODEV, qui remplace une série de services auparavant proposés par le site internet (voir infra).

**Ce qui n'a pas été réalisé en 2010**

- La base de données des évaluateurs n'a pas pu être finalisée en 2010.
- L'ergonomie de la consultation des offres d'emplois sur le site internet n'a pas été améliorée. Cela fera l'objet de la refonte globale du site en 2011. Par contre l'interface de gestion de ces annonces pour les membres a été améliorée.

## OS3. L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE, ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE FAVORISE LA QUALITE DU TRAVAIL DES ONG MEMBRES

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R3.1 : La fédération est proactive sur les nouvelles initiatives règlementaires et sur la réglementation existante pour qu'elles promeuvent les principes de qualité, dans le respect de la spécificité de ses membres et des pouvoirs publics</b>	
	<i>Indicateurs</i>	<i>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</i>
	IOV31 - Pourcentage des évolutions des réglementations de cofinancement des ONGD qui intègrent des propositions formulées par ACODEV.	Situation de référence : / Fin 2008 : / Fin 2009 : réglementation FBSA, liste des 50 pays AR 2006 Fin 2010 : avancées concrètes sur plusieurs points de l'Accord, avancée sur la ligne FBSA.
<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La fédération a présenté des propositions concertées, concrètes, constructives et réalistes pour les adaptations réglementaires découlant de l'Accord du 4/5/2009 et pour l'amélioration générale des lignes de cofinancement ONG.</li> </ul>	
	<i>Indicateurs</i>	<i>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</i>
	ACODEV a formulé des propositions pour 100% des points attendus dans le cadre de l'Accord	ACODEV a formulé des propositions pour tous les points en débat sauf pour les points 2.1.4 et 2.2.5. (88%)
	ACODEV a formulé et débattu des propositions concrètes sur la ligne FBSA.	>
		Propositions concrètes sur l'AR et sur le premier draft de note stratégique.

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

Les deux fédérations ont été proactives en terme de réflexion et de propositions d'amélioration du cadre réglementaire sur les lignes « Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA) » et « Aide Humanitaire ». Cette pro-activité ne s'est cependant pas traduite en résultats significatifs en raison, essentiellement, du blocage législatif suite à la chute du gouvernement.

La nouvelle loi du FBSA a été votée le 19 janvier 2010 suite à un travail important réalisé les années précédentes. En 2010, le travail s'est focalisé sur la finalisation de l'Arrêté Royal et sur la note stratégique. De nombreux débats et propositions ont eu lieu entre les différents partenaires durant les premiers mois de l'année. Cependant, la chute du gouvernement a empêché, malgré l'accord du Conseil des Ministres, la promulgation de l'AR d'application. De même, l'absence d'un cadre légal opérationnel a fortement pénalisé la mise en route du programme multi-acteurs et n'a pas permis la mise sur pied du nouveau groupe de travail réunissant des parlementaires, des représentants de la Coopération belge au développement et des représentants des partenaires opérationnels dont bien sûr les ONG. En termes de résultats, la note stratégique et le manuel de procédure ont pris un retard conséquent. Suite à plusieurs réunions avec la DGD au premier semestre, ces documents ont été retravaillés mais le blocage institutionnel a décalé la finalisation de ce travail sur l'année 2011.

Pour les lignes « Aide Humanitaire », le groupe de travail des ONG actives a produit une note en réaction au premier draft de réforme présenté par la DGD. Cependant, la chute du gouvernement a, ici aussi, empêché d'entamer le débat avec la DGD et le Cabinet sur cette réforme.

Au niveau de la mise en œuvre de l'Accord du 4 mai 2009 dans le cadre du Comité paritaire de concertation (CPC), des progrès significatifs ont été réalisés, notamment dans le groupe technique « Education au Développement » (GT3), même si la mise en route a été laborieuse. Sur de nombreux points de l'Accord, des propositions ont été émises. Pour plusieurs d'entre eux, il s'agit plus d'une trajectoire de travail parfois liée à une phase pilote. Le rythme de travail en CPC s'est réduit au second semestre (sauf en GT3) ainsi d'ailleurs que le nombre de réunions et, sur l'impulsion de la DGD, un processus d'évaluation du fonctionnement de la structure a été lancé en fin d'année afin d'examiner comment donner une plus grande place aux débats d'ordre stratégique.

## Ce qui a été réalisé en 2010

*Lié à l'Accord du 4 mai 2009 entre le Ministre de la Coopération au Développement et les ONG*

- Points 2.1.1 et 2.2.6, Analyse contextuelles et coordinations locales : mise en place d'une phase pilote qui servira de base pour coordonner mieux les analyses contextuelles, les bureaux de coordination et favoriser le travail en synergie.
- Points 2.2.1 et 3.10, Harmonisation des procédures : rédaction d'une note générale de principe présentée en CPC. La manière d'articuler la concrétisation de ces principes avec le débat sur la simplification administrative et les modes de reporting devra être repris fin 2011 ou début 2012.
- Point 2.2.2, Synergie : note produite - phase pilote
- Point 2.2.4, Définition sous-régions : note produite et débattue
- Point 2.3.2, Transparence et redevabilité : ONG-livreouvert.be a été poursuivi et affiné.
- Point 3.2, Participation aux commissions mixtes : répartition entre les quatre structures de coordination du suivi de la préparation des commissions mixtes et implication sur la feuille de route sur la manière d'impliquer le secteur ONG.
- Point 3.5 et 3.6, Thèmes transversaux et processus d'appréciation des projets et programmes : formulation de remarques d'amélioration possibles aux nouvelles fiches d'appréciation intégrant aussi l'Accord du 4 mai 2009 présentées par la DGD.
- Point 3.7, Incitants pour les complémentarités et synergies : formulation de propositions concrètes pour inciter les ONG à plus de synergies. Cette proposition n'a pas débouché sur une avancée significative.
- Point 3.8, SSC : finalisation des études du service, discussion des résultats en GT2 du CPC, mais pas de mise en route (cf supra R2.4)
- Point 3.9, Certification et simplification : production d'une note initiale sur le principe des accords cadre, présentée aux membres lors de la journée d'étude « qualité et certification » du 4 février 2010. Cette proposition a reçu un accueil frileux des membres qui ont souhaité découpler la réflexion sur la qualité de la réflexion sur la certification. La priorité est donnée à cette première.
- Point 3.10, Simplification administrative : pas d'avancées significatives sauf sur la note de principe sur intégration dans les systèmes financiers locaux et sur la facturation entre ONG sur base d'un dossier transparent.
- Point 3.11, Efficacité dans le volet Nord : alimentation significative de la réflexion du GT3, via le GSED.

*Lié à la ligne FBSA*

- Finalisation des remarques et commentaires sur le projet d'Arrêté Royal d'exécution.
- Examen et propositions d'amélioration sur la note stratégique FBSA et découplage de la note stratégique en une partie plus de fond et une autre plus centrée sur les modalités opérationnelles.
- Débat sur une feuille de route concernant la mise en place des programmes multi-acteurs.

*Lié aux lignes « Aide Humanitaire »*

- Rédaction d'une note de synthèse sur les points clés de la proposition de la DG-D.

*Lié aux lignes européennes*

- ACODEV a représenté la plate-forme belge dans les discussions européenne qui touchent à l'environnement administratif et réglementaire propice en étant comme impliqué dans le « FDR Group » qui suit, entre autres, le dialogue structuré appelé « quadrilogue ».

## Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

*Lié à l'Accord du 4 mai 2009 entre le Ministre de la Coopération au Développement et les ONG*

- Point 2.1.4, Envoi (avantages familiaux et envoi de solidarité) : prévu en 2011 (ce point a été mis de manière prématurée dans le Plan d'action 2010 d'ACODEV, le GSRH l'abordera en 2011) mais par contre note de vision sur l'envoi communiquée et première réaction reçue. En attente d'un groupe de travail fonctionnel.
- Point 2.2.5, Définition des critères de dérogations aux 500.000 € par pays : un premier texte a été présenté en 2009 mais le suivi de ce débat avec la DGD ne s'est réalisé qu'en 2011.

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R3.2 : Le système de proposition et de justification des interventions des ONG à la DGCD (proposition et justification des interventions) est adapté à la diversité et à la spécificité des membres</b>	
	<b>Indicateurs</b>	<b>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</b>
	IOV32 - nombre d'adaptations de l'application de la réglementation qui vont dans le sens d'une simplification administrative	<p><b>Situation de référence :</b> 0</p> <p><b>Fin 2008 :</b> une note conjointe « non-paper » ACODEV-Coprogram sur la simplification administrative existe et est communiquée. L'Administration répond à cette note en présentant des propositions.</p> <p><b>Fin 2009 :</b> L'accord signé avec le Ministre mentionne explicitement l'objectif de simplification administrative en engageant les parties, mais pas encore d'avancée concrète significative - quelques avancées mineures.</p> <p><b>Fin 2010 :</b> Le secteur ONG a proposé à la DGD une note de travail sur la simplification administrative avec un calendrier précis. La DGD se concentre sur une possible simplification liée à une harmonisation des systèmes comptables et l'utilisation de « flats tables ».</p> <p>Pas d'espace pour un nouveau système de relation ONG-DGD plus global.</p>

<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ONG proposent de façon concertée un nouveau système de proposition et de justification des interventions avec la DGD qui concourt à l'allègement global de la charge administrative, tant pour les ONG que pour la DGD, dans le cadre d'une certification adaptée à la diversité du secteur prévue dans l'Accord du 4 mai 2009 (R3.2A)</li> <li>Les ONG ont négocié avec la DGD dans le cadre de la réglementation existante, des propositions de simplification administrative telle que prévue dans l'Accord du 4 mai 2009 (R3.2B)</li> </ul>		
	<b>Indicateurs</b>	<b>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</b>	
	Le système de relations a été débattu entre ONG et avec l'autorité fédérale et est approuvée par les instances ONG (R3.2A)	>	<p>Pas d'espace pour un nouveau système de relation entre ONG et DGD plus global mais travail concret sur les nouveaux schémas de présentations et sur les nouvelles directives narratives, financières et administratives.</p> <p>La DGD considère cependant qu'il s'agit de matières régaliennes et donc il n'y a pas de forte possibilité de concertation.</p>
	Les membres estiment que les propositions opérationnelles sont de nature à répondre à leurs spécificités et au besoin de simplification administrative (R3.2A)	>	Programme de travail et orientations générales approuvées par le CA mais pas encore de propositions concrètes. A l'ordre du jour de 2011.
Relevé des propositions de simplification administrative amenées par ACODEV au CPC et dans les différents groupes de travail avec la DGD (R3.2B)	>	<p>Clarification de l'interprétation des points suivants entre la DGCD (D3.4) et les deux fédérations:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• apport propre</li> <li>• DNS (en partie)</li> <li>• modifications budgétaires</li> <li>• valorisations</li> <li>• coopérants ONG</li> </ul>	

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

#### Simplification administrative :

Les relations de travail constructives entretenues avec la D3.4 ont permis de débattre de plusieurs questions d'ordre technique liées à la simplification administrative et de clarifier les modalités d'application de certaines règles.

Toutefois, la concertation sur les dossiers de fond reste nettement plus compliquée dans la mesure où la DGD estime - à juste titre - que le système de contrôle est une matière régaliennne. ACODEV estime pourtant qu'une plus grande concertation préalable sur ces matières, notamment, par exemple, l'étude « Flat Tables », aurait permis d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ces processus.

Peu de progrès significatifs ont donc pu être engrangés en 2010, ce qui se reflète dans le mécontentement de plus de 60% des membres sur ce volet du travail de la Fédération qui considèrent que ce thème doit rester une priorité de travail (Enquête membres 2010).

#### Nouveau système de relations ONG-DGD :

Le but de ce dossier est d'identifier de nouvelles modalités de cofinancement sur base d'une catégorisation des ONG plus pertinente. La note produite pour décrire ce système n'a pas reçu un soutien suffisant de la part des membres que pour la mettre en débat avec la DGD. La crainte des ONG est de voir un système de plus en plus exclusif réservé à quelques « super » ONG. Ce débat sera repris en 2011 sur de nouvelles bases.

**Ce qui a été réalisé en 2010**

En concertation avec Coprogram et sur base de l'alimentation des membres, des propositions ont été formulées et débattues avec la DGD sur différents aspects réglementaires comme sur les modèles financiers, sur la prise en compte des coopérants, sur les DNS,...

Le secteur ONG a proposé à la DGD une première note de travail sur la simplification administrative avec un calendrier précis. L'espace concret pour avancer sur la simplification administrative à court terme a été peu présent, la priorité étant donnée par la DGD en 2010 à l'étude réalisée sur la possible utilisation des « flat tables » comme mode de reporting financier.

**Ce qui n'a pas été réalisé en 2010**

Le dossier d'un nouveau système de relations n'a pas été débattu avec la DGD, faute d'un consensus entre ONG sur ce sujet. Le secteur ONG poursuit sa réflexion en interne et présentera a priori fin 2011 le résultat de son travail.

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>R3.3 : La position des membres de la fédération est prise en compte dans les espaces où elle exerce des mandats</b>	
	<i>Indicateurs</i>	<i>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</i>
	IOV33 - au moins 75% des membres sont satisfaits de la façon dont la fédération a exercé ses mandats	<p><u>Situation de référence</u> : 77,8% des membres sont satisfait à très satisfaits de la manière dont la fédération les représente (enquête 2005)</p> <p><u>Fin 2008</u> : pas de mesure</p> <p><u>Fin 2009</u> : pas de mesure</p> <p><u>Fin 2010</u> : 81% des membres sont (très) satisfaits de la manière dont ACODEV les représente (enquête auprès des membres de 2010)</p>
<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>les différents mandats sont clarifiés et pour chacun d'entre eux, la position de la fédération est définie</li> </ul>	
	<i>Indicateurs</i>	<i>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</i>
	Existence d'un guide du mandataire	+
Relevé des positions données aux mandataires	>	Le guide du mandataire prévoit que chaque personne mandatée par ACODEV verra sa mission définie dans une fiche. L'élaboration de fiches de mandats a démarré, 3 fiches sont finalisées fin 2010 (13% des mandats).

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

L'approbation d'un guide du mandataire par le CA d'ACODEV s'inscrit pleinement dans la concrétisation plus forte de l'approche résultat où les mandatés sont capables de mieux représenter la position de la fédération et rendre compte à celle-ci de l'évolution des débats et décisions. Le guide du mandataire est un cadre général qui est lui-même complété pour chaque mandat par une fiche de mission. Les premières fiches ont été réalisées en 2010. Ce travail se poursuivra en 2011. La manière dont ACODEV communique à ses membres sur l'exercice des mandats et les résultats obtenus sera facilité par ce nouveau dispositif.

L'influence concrète de nos mandataires sur les résultats obtenus est difficile à mesurer mais la manière dont le mandat est exercé est plus facile à mesurer. Globalement, ACODEV obtient un bon résultat dans l'enquête faite auprès de ses membres.

En dehors des situations liées à des mandats explicites, ACODEV, et en particulier son secrétariat, est aussi appelé à représenter le secteur à des événements ponctuels où l'enjeu est plus de fournir une information de qualité dans un domaine où ACODEV a une certaine expertise. Dans ce rôle de représentation de ses membres, ACODEV se positionne plus dans sa mission de service à la collectivité. Notons qu'afin de maximiser son temps de travail, ACODEV a développé tant des supports écrits que des pages spécifiques sur son site internet qui visent à fournir une information adéquate sans mobiliser des ressources humaines internes.

### Ce qui a été réalisé en 2010

- Approbation du guide du mandataire et des premières fiches de mission (DARE Forum de CONCORD, Groupe de Travail FDR de CONCORD, Présidence de la FEONG)
- Exercice concret des mandats existants. Les mandats les plus importants ont été exercés au niveau du Comité paritaire de concertation (DGD), de CONCORD (Dare Forum et FDR) et de la concertation sociale au niveau de la commission paritaire 329). La liste des mandats est présentée à l'annexe XIII.
- Participation à des événements ponctuels externes (Salon volontariat de Liège, Journées Européennes du développement, séances d'information école,... )

### Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

- La rédaction des autres fiches de mandat. Celle-ci est prévue, pour moitié, en 2011 et pour l'autre moitié, en 2012.
- L'amélioration du mode de communication vers les membres sur l'exercice des mandats, même si pour certains mandats clés un effort a été réalisé.



## OT. LA FEDERATION REPOND MIEUX AUX ATTENTES DE SES MEMBRES

<b>Cadre stratégique 2008-2013</b>	<b>RT.1 : La dynamique interne de la fédération est augmentée</b>					
	<b>Indicateurs</b>	<b>Progression dans l'atteinte du résultat à 2013</b>				
	IOVT1 - Évolution du taux de participation des membres aux actions de la fédération.		2007	2008	2009	2010
		Taux de présence aux AG	40%	32%	37%	40%
		Moyenne de participation au GS/GT par ONG (=contribution)	2	3	6	5
Moyenne de participation aux formations par ONG (=utilisation)		2	3	4	3	
	Moyenne de visites sur la partie « membres » du site par ONG/an	105	55	169	n/a*	
* Le changement de méthode de mesure entre 2009 et 2010 ne permet pas la comparaison						

<b>Résultats intermédiaires 2010</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les membres contribuent plus à la vie de la fédération</li> </ul>	
	<b>Indicateurs</b>	<b>Niveau d'atteinte du résultat à fin 2010</b>
	Accroissement du nombre de participations et de leur intensité	<div style="background-color: green; color: white; text-align: center; width: 20px; height: 20px; margin: 0 auto;">+</div> <p>Le taux d'ONG qui contribue à la fédération est passé de 43% en 2008 à 60% en 2010. (source : tableau de suivi de l'implication des membres)</p> <p>Le nombre de participations est passé de 436 à 770 entre 2008 et 2010 (source : tableau de suivi de l'implication des membres)</p>

### Commentaires sur les résultats et leçons tirées

ACODEV poursuit dans sa stratégie d'implication des membres en proposant des lieux d'échange et des formations. Une réflexion a été entamée par le secrétariat sur les moyens à mettre en œuvre pour dynamiser l'implication des membres. Ce travail a bénéficié d'un financement du Fonds 4S qui a permis son encadrement par un expert du CFIP.

Il s'agissait notamment : de se questionner sur ce qu'est une « implication des membres » (implication « utilisation » et implication « contribution », comment la mesurer ?, ...); d'identifier l'étendue du problème de la fédération en la matière (avons-nous vraiment un grave problème d'implication des membres, s'agit-il d'autre chose aussi ?); d'analyser les causes du problème; d'envisager nos moyens d'action (manière de travailler avec les membres, communication, groupes de travail et d'échange, outils NTIC, ...).

Suite à ce travail, la question de l'implication des membres a pu être relativisée : l'implication des membres chez ACODEV est bonne même s'il reste une place pour l'amélioration. Quelques pistes d'action ont été identifiées et priorisées. Un premier outil mis en place est le nouvel extranet, *mon.acodev.be*, qui permet aux ONG de gérer directement toute une série d'aspects de leur relation avec la fédération (inscription aux formations et groupes de travail, agenda personnalisé, gestion des offres d'emploi,...). En six mois de fonctionnement, 197 personnes ont utilisé l'extranet et s'y sont connecté 5,5 fois en moyenne.

Le tableau suivant objective la performance de la fédération en termes d'implication de ses membres :

	2008	2009	2010
Nombre de membres	86	79 (+5 adhérents)	82 (+4 adhérents)
Nombre d'ONG membres ayant participé à au moins une activité de la fédération	74 (86%)	69 (87%)	67 (82%)
Nombre d'ONG membres actives dans les instances (AG/CA)	41 (48%)	49 (62%)	48 (58%)
Nombre d'ONG <b>contributrices</b> à la vie de la fédération : participation à un GS, GT ou GPS	37 (43%)	45 (57%)	49 (60%)
Nombre d'ONG <b>utilisatrices</b> de la fédération : participation à au moins une formation	67 (78%)	61 (77%)	67 (82%)
Nombre d'opportunités de participation (contribution/utilisation/total)	30/14/44	61/28/89	66/24/90
Nombre de participations (hors instances et mandats)	436	744	770

Entre 2008 et 2010, la progression la plus marquante est l'augmentation du taux d'ONG qui participent à la vie de la fédération en tant que contributrice (participation à un GS, GT ou GPS) qui est passé de 43% à 60%, et ceci principalement grâce à l'augmentation des lieux d'implication qui sont passés de 30 en 2008 à 66 en 2010. Le nombre absolu de participation a également fortement augmenté entre 2008 et 2010. Le nombre moyen de participations par ONG est passé de 5 en 2008 à plus de 9 en 2010.

En 2010 l'ensemble des mandats du Conseil d'administration ont été renouvelés. La nouvelle composition du Conseil est désormais plus représentative de l'équilibre entre grosses et petites ONG.

A l'automne, ACODEV a réalisé une enquête auprès des membres qui met en évidence la satisfaction très élevée des membres par rapport à leur fédération. 43 ONG ont répondu à l'enquête par voie électronique et 22 ONG ont été rencontrées pour affiner les données. Au total ce sont 48 ONG sur 82 qui ont participé à l'enquête, soit 59% des membres. Cet échantillon représente adéquatement la diversité des membres. La très grande majorité des participants à l'enquête est satisfait de la manière dont ACODEV remplit ses missions.

### Ce qui a été réalisé en 2010

- Analyse de la problématique de l'implication des membres
- Réalisation de l'enquête sur les missions de la fédération, les besoins et les attentes des membres
- Visite de 30 ONG membres (37%)
- « Rencontre de Liège » entre petites ONG et représentants du CA pour évoquer la place des petites ONG dans les instances de la fédération
- Développement et mise en place de l'extranet mon.acodev.be

### Ce qui n'a pas été réalisé en 2010

- Explication de la stratégie globale d'implication des membres



**Fédération francophone et germanophone  
des associations de coopération au développement asbl**

Annexes au  
**Rapport de résultats 2010**



Approuvé par l'Assemblée générale du 14 juin 2011

## Table des matières

Table des matières.....	2
Annexe I : Cadre logique 2010.....	3
Annexe II : Liste des membres et adhérents de la fédération au 31 décembre 2010 .	3
Annexe III : Assemblée Générale, Conseil d'administration, Groupes et personnel du secrétariat .....	9
Annexe IV : Fiches techniques publiées en 2010 .....	21
Annexe V : Liste des enquêtes auprès des membres en 2010 .....	22
Annexe VI : Information sur les sources de financement .....	23
Annexe VII : Dialogues politiques et entretiens de suivi observés par le secrétariat.	24
Annexe VIII : Demandes d'agrément .....	25
Annexe IX : Résultats de l'enquête de satisfaction auprès des membres .....	26
Annexe X : Rencontres avec les pouvoirs publics et partenaires .....	29
Annexe XI : Visites des sites liés à ACODEV en 2010 .....	30
Annexe XII : Composition de la représentation d'ACODEV au sein de diverses plateformes (R3.3) .....	31
Annexe XIII : Liste des mandats exercés par ACODEV.....	33
Annexe XIV : Visibilité d'ACODEV .....	34
Annexe XV : Evaluation interne du FAIQ .....	34
Glossaire .....	41

## Annexe I : Cadre logique 2010

	Baseline	2010	Sources de vérification
<b>OS1 : les ONG améliorent leurs visions et stratégies Nord et Sud</b>			
<b>R1 : Les ONG s'accordent sur un cadre de référence opérationnel de la qualité (critères et modalités de mesure)</b>			Hypothèses et risques : le débat sur la simplification administrative et la certification ne vient pas polluer la réflexion sur le cadre de référence qualité
IOV1.1.1 : 50% des ONG membres s'engagent à mettre en œuvre le cadre de référence	0%	0% - Une décision a été prise par l'AG sur les principes du cadre de référence, une première version du cadre de référence « EFQM pour les ONG » a été validée dans le cadre d'un processus participatif qui a mobilisé plus de 25 ONG dont 18 membres d'ACODEV.  L'adoption formelle du cadre de référence « EFQM pour les ONG » est à l'ordre du jour de l'AG de juin 2011.	Liste des signataires
<b>R2A : les ONG partagent leurs stratégies et pratiques au sein de groupes spécialisés de revue critique entre pairs</b>			Hypothèses et risques : Les membres sont ouverts à l'échange critique
IOV1.2A.1 : Au moins 5 GPS sont fonctionnels	3 GPS actifs	5 GPS se sont réunis en 2010 pour un total de 15 rencontres	Calendrier des réunions
IOV1.2A.2 : au moins 20 ONG contribuent activement à la dynamique	14 ONG ont participé aux GPS. 6 ONG font partie du noyau dur (participation à 4 réunions ou plus)	13 ONG ont participé en moyenne à 5,5 réunions de 2,6 GPS. 9 ONG font partie d'un noyau dur (participation à 4 réunions ou plus). Chaque réunion a rassemblé en moyenne 4,8 participants	Calendrier des réunions
<b>R2B : les conditions pour un partenariat Nord/Sud efficace pour le volet Nord ont été identifiées</b>			Hypothèses et risques :
IOV1.2B.1 : existence de recommandations concrètes	Non	La synthèse du séminaire sur le partenariat N/S dans le volet Nord présente les recommandations identifiées par les participants	Actes du séminaire
<b>R2C : une base de données permet aux ONG de cartographier et partager entre elles leurs interventions et partenariats, expertises et apprentissages</b>			Hypothèses et risques : les membres ne voient pas cette initiative comme « une base de données de plus »
IOV1.2C.1 : la base de données est développée et testée par quelques membres	Non	La base de données existe, reprend déjà les données des volets Sud des programmes 2011-2013 des ONG, mais ne sera mise en ligne publiquement qu'en juin 2011.	Rapports de suivi de la base de données
	Baseline	2010	Sources de vérification
<b>OS2 : L'efficacité des ONG membres s'accroît à travers une amélioration de leur fonctionnement interne (gouvernance, administration et opérations)</b>			
<b>R1 : La transparence du secteur s'est accrue</b>			Hypothèses et risques : les problèmes techniques d'ONG-Livreouvert.be sont résolus
IVO2.1.1 : 75% des ONG membres ont mis à jour leurs données 2009	57% des membres ont leurs données 2008 à jour	80% des membres ont leurs données 2009 à jour	Rapports du site ONG-LivreOuvert.be

IOV2.1.2 : des sites web non liés au secteur ONG référencent ONG-Livreouvert.be	Le terme « ONG-livreouvert.be » est référencé par 3 sites internet qui ne sont pas liés au secteur de la coopération au développement. 3 journaux/magazines ont relayé l'information présentée dans ONG-LivreOuvert.be	Le terme « ONG-livreouvert.be » est référencé par une douzaine de sites internet qui ne sont pas liés au secteur de la coopération au développement. 11 journaux/magazines ont relayé l'information présentée dans ONG-LivreOuvert.be	Rapports du site ONG-LivreOuvert.be
<b>R2A : Les ONG membres ont renforcé leurs pratiques de gestion et de contrôle interne</b>			Hypothèses et risques : /
IOV2.2A.1 : dix ONG ont effectué un autodiagnostic pratique de gestion	n/a	Pas atteint	Rapports de diagnostic
IOV2.2A.2 : 90% des bénéficiaires du FAIQ démontrent une amélioration concrète de leur gestion	n/a	Plus de 90% des ONG bénéficiaires déclarent un impact positif du FAIQ sur leur gestion (source : Enquête membres 2010)	Rapports FAIQ des ONG bénéficiaires
<b>R2B : Les ONG membres ont acquis des connaissances en phase avec la spécificité du secteur</b>			Hypothèses et risques : /
IOV2.2B.1 : nombre d'ONG formées	n/a	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Code éthique sur les messages : 9 ONG (14% des ONG membres avec un volet Nord)</li> <li>- Tableaux croisés dynamiques : 13 ONG (16% des ONG membres)</li> <li>- Coaching à distance des RH : 7 ONG (24% des ONG membres qui envoient du personnel au Sud)</li> </ul>	Questionnaires d'évaluation
<b>R3 : les compétences méthodologiques des ONG pour l'identification, la planification, le suivi et l'évaluation de leurs projets et programmes sont renforcées dans el cadre de la GAR</b>			Hypothèses et risques : /
IOV2.3.1 : degré de mise en œuvre dans les ONG des compétences apprises	Pas de données	Pas de données	Questionnaires d'évaluation
IOV 2.3.2 : Degré d'amélioration des compétences pour les participants aux formations (indicateur alternatif)	Pas de données	Globalement, les participants sont passés de « faible » (0.77 sur une échelle de 0 à 3) à « bon » (2.03), soit une progression moyenne de 1,26 degrés ou une amélioration moyenne de 164%.	Questionnaires d'évaluation
<b>R4 : les fédérations proposent à leurs membres une première série de services administratifs mutualisés</b>			Hypothèses et risques : le service est proposable à un coût attractif pour les membres
IOV2.4.1 : un business plan est finalisé	Une étude de marché entamée fin 2009	Un business plan crédible et en équilibre a été présenté aux ONG intéressées	Rapports du service
IOV2.4.2 : 20 ONG utilisent les services proposés		Seule une ONG a confirmé formellement son intérêt pour le système	Rapports du service
<b>R5 : l'information et les services fournis par ACODEV aux membres restent pertinents</b>			Hypothèses et risques : /
IOV2.5.1 : au moins 80% des bénéficiaires sont satisfaits des informations reçues	73% de satisfaction (enquête 2005)	93% des ONG se déclarent satisfaites ou très satisfaites de l'information transmise par ACODEV (enquête membres 2010)	Enquête de satisfaction
IOV2.5.2 : au moins 50 fiches d'évaluateurs sont disponibles en ligne	n/a	La base de données devrait être mise en ligne pour la fin du premier semestre 2011	Rapports de la base de données
IOV2.5.3 : augmentation du nombre de visites et d'abonnements sur les sites agenda-solidaire.be et job-info	n/a	Le nombre de visites et d'abonnements sur les sites Agenda-solidaire.be est resté stable. Le nombre de visites sur le site job-info a augmenté	Rapports de fréquentation des sites



	Baseline	2010	Sources de vérification
<b>OS3 : L'environnement politique, administratif et réglementaire favorise la qualité du travail des ONG</b>			
<b>R1 : la fédération a présenté des propositions concertées, concrètes et constructives pour les adaptations réglementaires découlant de l'Accord du 4/5/2009 et pour l'amélioration générale des lignes de financement ONG</b>			Hypothèses et risques : l'espace de dialogue pour recevoir positivement les propositions du secteur est présent au niveau de la DGD
IOV3.1.1 : ACODEV a formulé des propositions pour 100% des points attendus dans le cadre de l'Accord	17 points sont à l'ordre du jour	ACODEV a formulé des propositions pour tous les points en débat sauf pour les points 2.1.4 et 2.2.5. (88%)	PV de CPC et GT
<b>R2A : Les ONG proposent de façon concertée un nouveau système de proposition et de justification des interventions avec la DGD qui concourt à l'allègement global de la charge administrative tant pour les ONG que pour la DGD, dans le cadre d'une certification adaptée à la diversité du secteur</b>			Hypothèses et risques : l'espace de dialogue pour recevoir positivement les propositions du secteur est présent au niveau de la DGD
IOV3.2A.1 : Le système de relations a été débattu entre ONG et avec la DGD et est approuvé par les instances des ONG	Le système actuel d'agrément programme n'est pas un mécanisme qui permet un allègement significatif de la charge administrative des ONG, en dépit du screening qu'elles ont réussi.	Pas d'espace pour un nouveau système de relation entre ONG et DGD plus global mais travail concret sur les nouveaux schémas de présentations et sur les nouvelles directives narratives, financières et administratives.  La DGD considère cependant qu'il s'agit de matières régaliennes et donc il n'y a pas de forte possibilité de concertation.	Document descriptif de l'architecture des modalités de cofinancement
IOV3.2A.2 : Les membres estiment que les propositions opérationnelles sont de nature à répondre à leurs spécificités et au besoin de simplification administrative	n/a	Programme de travail et orientations générales approuvées par le CA mais pas encore de propositions concrètes. A l'ordre du jour de 2011.	Enquête auprès des membres
<b>R2B : Les ONG ont négocié avec la DGD, dans le cadre de la réglementation existante, des propositions de simplification administrative</b>			Hypothèses et risques : l'espace de dialogue pour recevoir positivement les propositions du secteur est présent au niveau de la DGD
IOV3.2B.1 : relevé des points amenés au CPC et dans les différents groupes de travail avec la DGD	n/a	Clarification de l'interprétation des points suivants entre la DGCD (D3.4) et les deux fédérations: <ul style="list-style-type: none"> <li>• apport propre</li> <li>• DNS (en partie)</li> <li>• modifications budgétaires</li> <li>• valorisations</li> <li>• coopérants ONG</li> </ul>	PV de CPC et GT
<b>R3 : les différents mandats sont clarifiés et, pour chacun d'entre eux, la position de la fédération est définie.</b>			Hypothèses et risques : l'espace de dialogue pour recevoir positivement les propositions du secteur est présent au niveau de la DGD
IOV3.3.1 : Existence d'un guide du mandataire	L'absence de lignes directrices claires pour les mandataires affaiblit la démocratie interne	Le guide du mandataire d'ACODEV a été approuvé par le CA.	Guide du mandataire
IOV3.3.2 : relevé des positions données aux mandataires	Aucun mandataire ne dispose d'une fiche décrivant sa marge de manœuvre et les points de vue à faire valoir.	Le guide du mandataire prévoit que chaque personne mandatée par ACODEV verra sa mission définie dans une fiche. L'élaboration de fiches de mandats a démarré, 3 fiches sont finalisées fin 2010 (13% des mandats).	Notes de position données aux mandataires

## Annexe II : Liste des membres et adhérents de la fédération au 31 décembre 2010

### MEMBRES (EN GRAS LES MEMBRES ADMIS EN 2010)

1. **AADC**, Association pour l'Action de Développement Communautaire, asbl, Place Albert 1<sup>er</sup> 34 - 6031 Monceau S/Sambre
2. **APK**, Association pour l'Aide aux Populations du Kivu, asbl, Cours d'Orval 21 - 1448 Louvain-la-Neuve
3. **ADA** (ex-ABRwa), Auto-Développement pour l'Afrique, asbl, Rue d'Alsace Lorraine 33, 1050 - Bruxelles
4. **ACDA**, Action et Coopération pour le Développement dans les Andes, asbl, Rue de Roucourt 45, 7600 Peruwelz
5. **ACTEC**, Association for Cultural Technical & Educational Cooperation, asbl, Boulevard A. Reyers 207/6, 1030 Bruxelles
6. **ACTION DAMIEN**, asbl, Boulevard Léopold II, 263, 1081 Bruxelles
7. **ADG**, Aide au Développement Gembloux, asbl, Passage des Déportés 2a, 5030 Gembloux
8. **AGAT**, Les Amis de Gatagara, asbl, Avenue Marquis de Villalobar 86, 1150 Bruxelles
9. **AQUADEV**, asbl, Rue des Carmélites 151, 1180 Bruxelles
10. **ARCB-CD**, asbl, Association des Rotary Clubs Belges pour la Coopération au Développement, Avenue de l'Exposition universelle 68, 1083 Bruxelles
11. **Autre Terre**, asbl, Parc Industriel des Hauts Sarts, 4<sup>ème</sup> avenue 45, 4040 Herstal
12. **CADTM**, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, asbl, Avenue de l'Observatoire 345, 4000 Liège
13. **CCAEB**, Conseil des Communautés Africaines en Europe / Belgique, asbl, Rue Traversière 125, 1210 Bruxelles
14. **CEC**, Coopération par l'Education et la Culture, asbl, Rue Joseph II 18, 1000 Bruxelles
15. **CEMUBAC**, Centre Scientifique et Médical de l'Université Libre de Bruxelles pour ses Activités de Coopération, asbl, Route de Lennik 808 - CP595, 1070 Bruxelles
16. **CETRI**, Centre Tricontinental, asbl, Avenue Ste Gertrude 5, 1348 Louvain-la-Neuve
17. **CDE-B**, Chaîne de l'Espoir-Belgique, asbl, Hôpital Militaire Reine Astrid, 10, Rue Bruyn, 1000 Bruxelles
18. **CI**, Caritas International, asbl, Rue de la Charité 43, 1210 Bruxelles
19. **CNA**, Comité National d'Accueil (Etudiants du Tiers Monde), asbl, Quai du Commerce 9, 1000 Bruxelles
20. **CNCD**, Centre National de Coopération au Développement, asbl, Quai du Commerce 9, 1000 Bruxelles
21. **CJP**, Commission Justice et Paix, asbl, Rue M. Liétart 31 B6, 1150 Bruxelles
22. **CODEART**, asbl, Coopération au Développement de l'Artisanat, Rue de Chevèmont 15, 4852 Hombourg
23. **COMIDE**, Service de Coopération Missionnaire au Développement, asbl, Boulevard Léopold II 195, 1080 Bruxelles
24. **COTA**, Collectif d'Echange pour la Technologie Appropriée, asbl, Rue de la Révolution 7, 1000 Bruxelles
25. **CRB**, Croix Rouge de Belgique, asbl, Rue de Stalle 96, 1180 Bruxelles
26. **CSA**, Collectif Stratégies Alimentaires, asbl, Boulevard Léopold II 184D, 1080 Bruxelles
27. **DBA**, Défi Belgique Afrique, asbl, Avenue Van Volxem 380, 1190 Bruxelles

28. **DISOP**, Organisation de Coopération internationale pour des Projets de développement, asbl, Rue de Spa 32, 1000 Bruxelles
29. **DYNAMO** International, asbl, Rue de l'Etoile 22 - 1180 Bruxelles
30. **ECHOS**, Echos Communication, asbl, Rue Coleau 28, 1410 Waterloo
31. **EF**, Entraide et Fraternité, asbl, Rue du Gouvernement Provisoire 32, 1000 Bruxelles
32. **ETM**, Enfance Tiers Monde, asbl, Place de l'Albertine 2, 1000 Bruxelles
33. **FAR**, Fonds André Ryckmans, asbl, Avenue Maréchal Ney 38, 1410 Waterloo
34. **FDH**, Frères des Hommes, asbl, Rue de Londres 18, 1050 Bruxelles
35. **FIAN-Belgique**, Foodfirst Information and Action Network - section belge, Rue Van Elewyck, 35, 1050 Bruxelles
36. **FIR**, Fonds Ingrid Renard, asbl, Avenue Prince Baudouin 33, 1150 Bruxelles
37. **FSTM**, Fonds de Soutien Tiers Monde, asbl, Chaussée de Haecht 53, 1210 Bruxelles
38. **FUCID**, Forum Universitaire de Coopération Internationale et de Développement, asbl, Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
39. **GEOMOUN**, Place de l'Université 16, 1348 Louvain la Neuve
40. **GRESEA**, Groupe de Recherche pour une Stratégie Economique Alternative, asbl, Rue Royale 11, 1000 Bruxelles
41. **GROUPE ONE**, asbl, Rue d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles
42. **HIB**, Handicap International Belgium, asbl, Rue de Spa 67, 1000 Bruxelles
43. **IdP**, Iles de Paix, asbl, Rue du Marché 37, 4500 Huy
44. **ISF**, Ingénieurs sans Frontières, asbl, Rue d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles
45. **ITECO**, Centre de formation pour le développement, asbl, Rue Renkin 2, 1030 Bruxelles
46. **LOUVAIN DEVELOPPEMENT**, Louvain Coopération au Développement, asbl, Avenue du Grand Cortil 15a, 1348 Louvain-la-Neuve
47. **LE CORON**, asbl, Rue du Cerisier 20, 7033 Mons
48. **LMSF**, Le Monde Selon Les Femmes, asbl, Rue de la Sablonnière 18, 1000 Bruxelles
49. **MH**, Max Havelaar, asbl, Rue D'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles
50. **MdM**, Médecins du Monde, asbl, Rue de l'Eclipse 6, 1000 Bruxelles
51. **MEKONG PLUS**, asbl, Avenue des Quatre Bonniers 6, 1348 Louvain-la-Neuve
52. **MEMISA**, Medical Mission Action, asbl, Kerkstraat 63, 1701 Itterbeek
53. **MMH**, Miel Maya Honing, asbl, Rue de Steppes 26, 4000 Liège
54. **MMOXF**, Magasins du Monde Oxfam, asbl, Route Provinciale 285, 1301 Wavre
55. **MSF**, Médecins sans Frontières, asbl, Rue Dupré 94, 1090 Bruxelles
56. **OB-CE**, Œuvre Belgo-Colombienne de l'Enfance, asbl, Rue de la Prévoyance 58, 1000 Bruxelles
57. **OXFAM**, Oxfam Solidarité, asbl, Rue des 4 Vents 60, 1050 Bruxelles
58. **PARTENAIRE**, Partenaire Libéral pour le Développement, asbl, Avenue de la Toison d'Or 84-86, 1050 Bruxelles.
59. **PETITS PAS**, asbl, Rue de Mons 57, 7090 Braine-le-Comte
60. **PLAN** Belgique asbl, Galerie Ravenstein 3-B5, 1000 Bruxelles
61. **POLES SUD**, asbl, Rue du Patronage 10 - 1476 Houtain-le-Val
62. **QUINOA**, asbl, Rue d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles
63. **RCN Justice & Démocratie**, Réseau des Citoyens Justice et Démocratie asbl, Avenue Brugmann 76, 1190 Bruxelles
64. **SAB**, Solidarité Afghanistan Belgium, asbl, Rue Beeckman 26, 4000 Liège

65. **SCI**, Service Civil International, asbl, Rue Van Elewyk 35, 1050 Bruxelles
66. **SEDIF**, Service d'Information et de Formation Tiers Monde, asbl, ULB - Avenue Ad. Buyl 145, 1050 Bruxelles
67. **SETM**, Solidarité Etudiants du Tiers Monde, asbl, Rue de Parme 26, 1060 Bruxelles
68. **SHC**, Sensorial Handicap Cooperation, asbl, Rue du Tivoli 45/1, 1020 Bruxelles
69. **SLCD**, Service Laïque de Coopération au Développement, asbl, Rue des Pierres 29/10, 1000 Bruxelles
70. **SM**, Solidarité Mondiale, asbl, Chaussée de Haecht 579/50, 1031 Bruxelles
71. **SOLSOC**, Solidarité Socialiste - Formation, Coopération et Développement, asbl, Rue Conraets 68, 1060 Bruxelles
72. **SONGES**, Soutien aux ONG à l'Est et au Sud, asbl, Rue Pierreuse 23, 4000 Liège
73. **SOS VE**, SOS Village d'Enfants Belgique Aide le Monde, asbl, Rue Gachard 88, 1050 Bruxelles
74. **SP**, Solidarité Protestante, asbl, Rue Brogniez 46, 1070 Bruxelles
75. **SOSL**, SOS Layettes - Solidarité & Développement, asbl, Rue de l'Ecole technique 13, 4040 Herstal
76. **SOSF**, SOS Faim, asbl, Rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles
77. **UNICEF**, Comité Belge pour l'Unicef, asbl, Bld de l'Impératrice 66, 1000 Bruxelles
78. **UniverSud-Liège** asbl, Traverse des Architectes 2, 4000 Liège
79. **VIVA AFRICA**, asbl, Rue du Marché aux Herbes 105/15, 1000 Bruxelles
80. **VSF**, Vétérinaires Sans Frontières, asbl, Avenue Deschanel 36-38, 1030 Bruxelles
81. **VOLENS**, asbl, Rue du Tivoli 45/1, 1020 Bruxelles
82. **WWF-Belgium**, World Wildlife Fund - Belgium asbl, Bld Emile Jacqmain 90, 1000 Bruxelles
83. **Jean-Marie LEONARD**, Président, Rue Sylvain Pirwez 120 - 6200 Chatelineau

---

## ADHÉRENTS

1. **ASF**, Avocats Sans Frontières Belgium, asbl, Rue de Namur 72, 1000 Bruxelles
2. **CACTM**, Comité d'Aide aux Calaminois du T-M. asbl, Rue de l'Eglise 27A, 4720 La Calamine
3. **OSEJTM**, Oeuvres Sociales et Educatives des Jésuites au Tiers Monde, asbl, Rue M. Lietard 31/3, 1150 Bruxelles
4. **Psolidaires**, Peuples solidaires asbl, Avenue Général Michel, 1B, 6000 Charleroi

## Annexe III : Assemblée Générale, Conseil d'administration, Groupes et personnel du secrétariat

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale se réunit statutairement 2 fois par an, au printemps, principalement pour l'examen et l'approbation des rapports de l'année précédente ainsi que des comptes et bilan, à l'automne, pour l'examen et l'approbation du budget et du programme de l'année qui suit. Ces 2 assemblées se sont tenues les 25 mars et 23 septembre 2010.

Le 23 septembre 2010 l'Assemblée générale a renouvelé tous les mandats à la Présidence et au Conseil d'administration. Le Président sortant, Jean-Marie Léonard a été réélu pour un second mandat de 3 ans. 14 administrateurs ont été élus pour un mandat de 3 ans.

L'AG a procédé à l'admission de 4 nouveaux membres effectifs. Il s'agit de 4 ONG agréées : Fian-Belgique, RCN-Justice & Démocratie, Géomoun, DISOP.

L'AG a pris acte de la démission d'une association : ABBAL

Fin 2010, l'Assemblée compte 83 membres effectifs (82 associations et 1 personne physique, le Président) et 4 membres adhérents.

L'Assemblée générale a pleinement joué son rôle statutaire et son rôle d'orientation stratégique et politique : approbation des comptes 2009 et du budget 2011, du rapport annuel et des résultats obtenus en 2009 ainsi que du programme 2011. L'Assemblée a également donné des orientations quant à la mise en œuvre de l'accord du 04/05/2009 signé avec le Ministre de la Coopération au Développement, de la démarche qualité au sein du secteur.

L'AG a pris la décision d'organiser en 2011 une Université d'Automne afin de se repositionner comme ONG dans un monde qui évolue rapidement, dans un monde où l'on s'interroge sur le développement qu'apporte réellement l'Aide publique au développement.

#### Détail des présences à l'Assemblée générale

MEMBRES	25 mars 2010	23 septembre 2010
Président	Jean-Marie Léonard	Jean-Marie Léonard
AADC		Chantal Vandermeiren
AAPK		
ADA (ex-Abrwa)		
ACDA		Christine Vander Elst
ACTEC	Michel Garcia	Marie VanDoorselaere
Action Damien		Rigo Peeters
ADG	Renaud Baiwir	
AGAT		
AQUADEV	Eric Driesen	
ARCB		
AUTRE TERRE	Raphaël Ernst	Raphaël Ernst
CADTM	Myriam Bourgy	Myriam Bourgy
CARITAS	Grégory Claus	Grégory Claus
CCAEB		
CDE-B		
CEC		
CEMUBAC		
CETRI		

MEMBRES	25 mars 2010	23 septembre 2010
CNA		Juliette Bordallo Lasal
CNCD-11.11.11	Arnaud Zacharie	Arnaud Zacharie
CODEART		
CJP	Frédéric Triest	
COMIDE		
COTA	Mario Bucci	Stéphane Boulc'h
CRB		Isabelle Brouwers
CSA		Daniel Van der Steen
DBA		
Disop	<i>(pas encore membre)</i>	
Dynamo International	Véronique Martin	
ECHOS		Miguel de Clerck
E&F	Angelo Simonazzi	Angelo Simonazzi
ETM	Johanna Vandamme	
FAR		
FDH		
Fian-Belgique	<i>(pas encore membre)</i>	Diane Mertens
FIR		
FSTM	Christine Verstegen	Christine Verstegen
FUCID	Rita Rixen	Rita Rixen
GEOMOUN	<i>(pas encore membre)</i>	
GRESEA		
GROUPE ONE		
HI	Laurence Gérard	Vincent Slypen
IdP	Luc Langouche	Luc Langouche
ISF	Alexis Picavet	
ITECO	Benoit Van der Meerschen	
LE CORON		
LMSF		Claudine Drion
Louvain Développement	Bernard Hanin	Bernard Hanin
Max Havelaar		
MDM		Candice Soquet
Mekong +		
MEMISA	Isabelle de Müelenaere	
Miel Maya Honing		Benoît Olivier
MMOXF		
MSF		Fabienne de Leval
OBCE		
OXFAM	Sophie Englebienne	Sophie Englebienne
PARTENAIRE		
Petits Pas		Antoine Lavis
Plan Belgique	Fabrice Lepla	Cécile Crosset
Pôle Sud		
QUINOA	Séverine de Laveye	
RCN	<i>(pas encore membre)</i>	
SAB		
SCI	Pascal Duterme	Pascal Duterme
SEDIF		
SETM	Abdelatif Elotmani	
SHC	Bernard Van Den Abeele	
SLCD	Alain Godefroid	Alain Godefroid
SM	Arnaud Gorgemans	Arnaud Gorgemans
Solidarité Socialiste		Thibaut Michot

MEMBRES	25 mars 2010	23 septembre 2010
SONGES		
Solidarité Protestante		
SOSL		
SOSF		Freddy Destrait
SOS-VE	Marie Wuestenberghs	Maylis François
UNICEF		Benoît Melebeck
Univers Sud Liège	Marie-Claire Rabier	Marie-Claire Rabier
VSF	Fatima Kaïdi	
VIVA AFRICA		François Delooz
VOLENS		
WWF		Françoise Ansay

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration a tenu 11 séances. En général le Conseil se réunit 10 fois par an : 1 séance par mois sauf en juillet et en août. En 2010, le CA s'est aussi réuni début juillet.

Le Conseil a suivi de manière régulière (10 réunions sur 11) les travaux portant sur le suivi de la mise en œuvre de l'Accord du 4/05/2010. La situation politique d'affaires courantes durant tout le second semestre 2010 a soulevé pas mal de questions en relation avec l'agrément des nouveaux programmes, les budgets, les débats communautaires, ....

Le Conseil a préparé les travaux des 2 AG en particuliers sur l'examen des comptes, du rapport annuel, des budgets et des programmes.

Le Conseil a validé le contrat passé avec le nouveau réviseur d'entreprises.

Le Conseil s'est également penché sur une des recommandations de l'évaluation du programme du CNCND (DRIS-Sonecom) pour charger le Comité de liaison d'examiner le renforcement des articulations entre ACODEV et le CNCND.

Parmi les autres sujets importants traités par le Conseil :

- des propositions à faire à la DGD en matière d'appréciation des programmes (schéma de présentation et grilles d'appréciation)
- les opportunités ou non d'adaptation de la réglementation de l'Aide d'urgence/humanitaire
- le suivi des travaux du CPC et de ses groupes de travail, organigramme, agenda, ...
- la définition d'un programme de synergies entre les ONG, notamment le programme Haïti
- en matière d'éducation au développement (ED), l'examen des pistes d'action suite à l'analyse des pratiques et des besoins en évaluation de l'ED, l'ED en milieu scolaire
- en matière de coopérants ONG, l'examen et l'approbation de la note sur l'envoi préparée par le GSRH commun à Coprogram et ACODEV
- le suivi du dossier SSC (Shared Services Center - mutuelle de services)
- les recommandations de l'évaluation sur le renforcement des capacités des partenaires du Sud (évaluation menée par les services de l'Évaluateur spécial)
- les propositions à faire en matière d'évolution de la BDD 'ONG-LivreOuvert'
- l'analyse et les recommandations suite à l'enquête « sur les missions de la fédération, les besoins et attentes de ses membres »
- les propositions de modifications de statuts d'ACODEV
- faire le point sur le Quadrilogue mené au niveau Européen
- les observations du secteur ONG à présenter au CWBCI sur la note de politique internationale de la Région wallonne et de la Communauté française
- les propositions en matière de réforme du CWBCI
- le point sur l'évolution des règles en matière de déductibilité fiscale des libéralités versées aux ONG
- la mise en place d'un guide du mandataire d'ACODEV



- l'adaptation du système de cotisations aux fédérations ACODEV et Coprogram
- la participation du secteur ONG à la plate-forme 'EDUC-AID'.

Le Conseil a ainsi pleinement joué son rôle de gestion de l'ASBL, de mise en œuvre des décisions de l'Assemblée générale et de mise en œuvre des missions et de suivi de toutes les questions importantes pour le secteur ONG dans ses relations de (co)financement avec l'Autorité publique.

Le Conseil a pris acte en décembre de la démission d'une administratrice, Adélie Miguel Sierra qui a quitté ITECO, l'ONG membre qui l'a présentée à l'élection.

### **Composition du Conseil d'administration**

**Président** : Jean-Marie LEONARD (membre du Bureau)

**Administratrices/administrateurs** : statutairement minimum 8 et maximum 15 (par ordre alphabétique des noms de famille)

1. Colette ACHEROY (COTA)
2. Renaud BAIWIR (ADG)
3. Freddy DESTRAIT (SOS FAIM)
4. Claudine DRION (Le Monde selon les Femmes)
5. Miguel de CLERCQ (Echos Communication)
6. Sophie ENGLEBIENNE (OXFAM Solidarité)
7. Arnaud GORGEMANS (Solidarité Mondiale)
8. Thibaut MICHOT (SOLSOC)
9. Adélie MIGUEL SIERRA (ITECO)
10. Rita RIXEN (FUCID)
11. Angelo SIMONAZZI (E&F)
12. Vincent SLYPEN (HI)
13. Daniel VAN DER STEEN (CSA)
14. Arnaud ZACHARIE (CNCD)

**Le bureau** se compose (comme décidé en CA du 12/10/10) :

1. Jean-Marie Léonard : Président
2. Claudine Drion : Vice-Présidente
3. Arnaud Zacharie : Vice-Président
4. Arnaud Gorgemans : Trésorier
5. Etienne Van Parys : Secrétaire Général

Tous les mandats se terminent à l'AG d'automne 2014.

### **Détail des présences des administrateurs aux réunions du Conseil**

Administrateurs/mois	12/01	09/02	09/03	13/04	11/05	08/06	06/07	14/09	12/10	09/11	14/12
Jean-Marie Léonard, président	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Colette Acheroy (COTA)	x	x	x	x	x	p	p	x	p	x	x
Renaud Baiwir (ADG)	-	-	-	-	-	-	-	-	x	x	e
Fabienne de Leval (MSF)	e	e	x	e	e	e	e	x	-	-	-
Freddy Destrait (SOS Faim)	e	p	x	x	x	p	e	x	e	x	p
Eric Driesen (Aquadev)	e	p	p	e	p	p	x	p	-	-	-
Claudine Drion (LMSF), vice-présidente	e	e	e	x	x	x	x	x	x	x	x
Miguel de Clerck (Echos)	-	-	-	-	-	-	-	-	p	x	x
Sophie Englebienne (Oxfam)	x	x	p	x	x	x	x	p	x	p	x
Laurence Gérard Vincent Slypen (HI)	e	e	e	p	x	x	p	x	x	p	x
Arnaud Gorgemans (SM), trésorier 12/10	x	x	x	x	x	x	x	x	x	p	x
Luc Langouche (IdP), trésorier → 14/09	p	x	x	x	x	p	x	x	-	-	-

Administrateurs/mois	12/01	09/02	09/03	13/04	11/05	08/06	06/07	14/09	12/10	09/11	14/12
Thibaut Michot (Sol Soc)	x	x	x	e	x	x	x	x	x	e	x
Rita Rixen (Fucid)	x	x	p	p	x	x	x	p	x	p	e
Angelo Simonazzi (E&F)	x	x	x	p	x	x	x	x	x	x	x
Benoît van der Meerschen Adélie Miguel Sierra (Iteco)	x	x	e	x	x	-	-	-	e	e	-
Daniel Van Der Steen (CSA)	-	-	-	-	-	-	-	-	p	x	x
Arnaud Zacharie (CNCD), vice-président	x	e	x	x	x	x	x	x	x	p	x

x = présent / e = Excusé / p = procuration / - = pas de mandat

## LES GROUPES DE TRAVAIL

### Groupe Sectoriel Ressources Humaines (GSRH)

Ce groupe travaille sur les questions relatives aux Ressources Humaines expatriées, à l'envoi de coopérants. Il s'est réuni à 4 reprises en 2010 (dont une dans le cadre du travail du GT qualité/EFQM), ceci toujours conjointement avec le groupe « Werkgroep NGO-cooperanten » de Coprogram. Le Président est Peter Breugelmans (Oxfam-Solidarité).

Les travaux du GSRH ont porté sur :

- La finalisation de la note « L'envoi de personnel expatrié ONG dans le Sud : le pourquoi et le comment pour la décennie à venir » dont l'élaboration avait commencé en 2009 et a abouti en avril 2010. Cette note a été présentée à la DGD qui y a réagi. Une discussion de fond sur ce sujet aura lieu en 2011
- Une des réunions a été consacrée à une (in)formation sur le droit belge applicable aux coopérants ONG. Une fiche technique sur le sujet et un contrat de travail type sont à disposition des membres
- Les ONG ont décidé de lancer une enquête sur les politiques salariales pour les expatriés et le personnel local au Sud, 31 ONG (des 2 fédérations) ont participé à cette enquête dont la restitution a eu lieu en 2011 ; un sous-groupe de travail de quelques ONG s'est réuni et a préparé cette enquête (composé uniquement d'ONG membres de Coprogram et de représentants des secrétariats des fédérations)
- Les ONG ont échangé sur le renforcement de capacités dans leurs programmes.

#### **Implication des membres dans le GSRH :**

11 ONG membres d'ACODEV ont participé à l'une ou l'autre des réunions (Oxfam Solidarité, Volens, Croix Rouge de Belgique, Handicap International, Médecins SF, FSTM, Plan, Action Damien, Caritas, E&F, Sol Mond).

### Groupe Sectoriel Éducation au Développement (GSED)

Ce groupe travaille sur les questions relatives à l'éducation au développement (ED). L'enquête de satisfaction des membres 2010 menée par ACODEV a montré un taux de satisfaction élevé des ONG participantes au GSED. Les membres ont relevé la vitalité et le dynamisme de ce groupe. La participation au GSED permet aux personnels de différentes ONG travaillant dans le secteur de l'ED de rencontrer les acteurs du domaine, d'échanger des informations, des expériences mais aussi de construire ensemble des stratégies et positions communes.

Le GSED s'est réuni à 11 reprises en 2010 sous la présidence de Pascal Duterme (SCI).

Parmi les champs d'action investis en 2010 :

- Positionnement externe : alimentation en amont de la réflexion ONG-Pouvoirs publics sur l'efficacité du volet Nord en GT3 du CPC (avec mise en place d'un sous-groupe du GSED pour préparer ce travail collectif important et tenue d'un GSED extraordinaire le 22.09 pour affiner les positionnements) ; travail de propositions d'adaptation des fiches et grilles d'appréciation pour les projets/programme Nord soumis à la DGD ; alimentation d'une note de vision sur les interventions des ONG en milieu scolaire préparée par le GPS « ED et monde scolaire » ; socialisation et débat autour de diverses productions européennes en ED
- Valorisation de l'ED au sein du secteur ONG et à l'extérieur : réflexion sur la visibilité de l'offre en ED ; préparation d'un stand commun au Salon du Volontariat de Liège des 4-6 février ; production d'un

Manifeste pour l'ED, notamment diffusé au stand ED des Journées européennes du développement des 6-7 décembre

- Renforcement de la qualité en ED et échanges de pratiques : atelier de socialisation sur le Code de conduite sur les images et les messages de CONCORD le 23.02 ; pilotage et organisation d'un séminaire sur les pratiques de partenariat Nord/Sud dans le volet Nord le 11.05 (commun avec Coprogram) ; co-organisation et participation à 3 ateliers d'échanges sur les hypothèses de changement en ED (26.03 et 18.05) dans le cadre du suivi de la capitalisation des pratiques d'évaluation en ED de 2009 ; mobilisation des membres dans le processus EFQM initié par les fédérations ; lien avec les GPS existants et leurs travaux (ED et monde scolaire ; Lien entre ED et récolte de fonds ; Lien entre ED, campagne et plaidoyer ; Mobilisation des volontaires) ; regards croisés mensuels autour d'une thématique Nord
- Pour l'année 2011, le GSED souhaite s'investir dans un processus d'élaboration d'un cadre stratégique ONG pour l'ED à 5 ou 10 ans.

#### **Implication des membres dans le GSED :**

29 ONG membres d'ACODEV ont participé à l'une ou l'autre des 11 réunions du GSED (ACDA, ADG, Autre Terre, CEMUBAC, CETRI, CNCD-11.11.11, CJP, COTA, DBA, FDH, FSTM, FUCID, HI, IDP, ISF, LD, LMSF, MDM Oxfam, OXFAM Solidarité, Plan Belgique, QUINOA, SCI, SM, Solidarité socialiste, Solidarité protestante, SOS Faim, UNICEF, UNIVER-SUD).

#### **Groupe de travail Qualité (GT Qualité)**

Le GT Qualité est un groupe commun à Coprogram et ACODEV. En 2010, les Assemblées générales de deux fédérations ont confirmé son mandat en lui demandant d'identifier un référentiel unique, spécifique au secteur ONG mais s'inspirant des systèmes qualité déjà existant et reconnus internationalement. Cette recherche a été accompagnée par un expert externe. Après une analyse approfondie qui a impliqué 21 ONG dont 18 membres d'ACODEV, le GT Qualité a recommandé l'adoption du système EFQM comme cadre de référence de la qualité dans le secteur ONG. Cette proposition sera soumise aux Assemblées générales du premier semestre 2011.

En 2010, le GT Qualité et ses sous-groupes thématiques s'est réuni à 8 reprises.

#### **Implication des membres dans le GT Qualité :**

20 ONG ont participé aux 8 réunions du GTQ et de ses sous-groupes de travail (CI, Comide, Cota, FIR, FSTM, HIB, IdP, Iteco, Louvain Développement, MDM, Memisa, MSF, Oxfam, Plan, Quinoa, WSM, SolSoc, SOSFaim, VSF, Volens)

#### **Groupe Technique Finances (GT Finances)**

Ce groupe de travail spécialisé sur les règles administratives et financières s'est réuni 4 fois en 2010 (une réunion sur les tableaux croisés dynamiques, une réunion sur le package TVA 2010 et 2 réunions sur la réglementation). Un sous-groupe de travail a été créé en commun avec Coprogram pour avancer spécifiquement sur la question de la simplification administrative à long terme. Ce sous-groupe s'est réuni une fois par mois à partir du mois d'août (5 réunions) et continue en 2011.

#### **Implication des membres dans le GT Finances :**

20 ONG ont participé aux réunions du GT Finances (ADG, ARCB-CD, CDE-B, CI, CRB, E&F, Handicap International, IdP, ISF, Louvain Développement, LMSLF, MEMISA, Oxfam, Quinoa, RCN, SLCD, SolSoc, Solidarité Protestante, SOS Faim, VSF).

#### **Implication des membres dans le sous-groupe simplification administrative :**

3 ONG ont participé aux réunions du groupe de travail (Handicap International, SOS Faim et VSF) + des ONG membres de Coprogram

#### **Groupe Technique Synergie (GT Synergies)**

Ce groupe est un groupe commun aux 4 plateformes - CNCD -11.11.11, 11.11.11, Coprogram et ACODEV. Il ne s'est réuni qu'une fois en 2010 afin de discuter des premières expériences tirées de la mise en œuvre de la nouvelle ligne allocation de base.

#### **Implication des membres dans le GT Finances :**

8 ONG membres d'ACODEV ont participé à la réunion (Autre terre, CNCD, E&F, Oxfam, Plan Belgique, SLCD, SolSoc, SOS Faim).

**Groupe Technique Aide Humanitaire (GT AH)**

Ce groupe de travail rassemble les ONG actives sur la ligne Aide Humanitaire communément appelée Aide d'Urgence. Il s'agit d'un groupe commun à ACODEV et Coprogram. En 2010, le groupe s'est réuni quatre fois. Son travail a été principalement centré sur la rédaction d'une position commune sur la proposition de la nouvelle réglementation humanitaire.

**Implication des membres dans le GT AH :**

10 ONG membres d'ACODEV ont participé aux réunions du GT AH (Caritas, Croix-Rouge de Belgique, Handicap International, Louvain Développement, Médecins du monde, Memisa, Médecins sans frontières, Oxfam, Solidarité Mondiale et Solidarité Socialiste).

**Groupe Technique FBSA (GT FBSA)**

Ce groupe conjoint ACODEV-Coprogram réunit toutes les ONG actives ou intéressées par le Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire. Le GT FBSA s'est réuni à 4 reprises en 2010. Il a débattu d'un côté du cadre réglementaire (AR et note stratégique) et d'autre part de la mise en route des programmes multi-acteurs. En ce qui concerne le programme multi-acteurs Mali, un sous-groupe s'est constitué et deux réunions spécifiques supplémentaires réunissant les ONG concernées ont eu lieu en 2010.

**Implication des membres dans le GT FBSA :**

9 ONG membres d'ACODEV ont participé aux réunions du GT FBSA (Caritas, Entraide et Fraternité, Iles de Paix, Louvain Développement, Médecins du monde, Oxfam, Solidarité Mondiale, SOS-Faim et Vétérinaires sans frontières).

**Groupe projet pilote SVCD / Assistants Juniors**

Ce groupe conjoint ACODEV-Coprogram réunit toutes les ONG qui collaborent avec la CTB pour une phase « pilote » d'envoi de jeunes inscrits dans le « Service Volontaire de Coopération au Développement » rebaptisé en janvier 2010 « Assistants Juniors ». L'envoi de 9 jeunes dans les projets de 4 ONG a pu être organisé pour 2010. Ce groupe s'est réuni à 2 reprises en 2010. Il a procédé en septembre 2010 à une évaluation de la collaboration ONG-CTB. Cette collaboration est évaluée positivement.

**Implication des membres dans le Groupe projet pilote SVCD:**

Seules ADG, Dynamo, ISF et VSF (côté ACODEV) sont en définitive actifs dans ce projet et participent aux réunions.

**Groupe Technique Synergie (GT synergies)**

Ce groupe est un groupe commun aux 4 plateformes - CNCD -11.11.11, 11.11.11, Coprogram et ACODEV. Il ne s'est réuni qu'une fois en 2010 afin de discuter des premières expériences tirées de la mise en œuvre de la nouvelle ligne allocation de base.

**Implication des membres dans le GT synergies :**

8 ONG membres d'ACODEV ont participé à la réunion (Autre terre, CNCD, E&F, Oxfam, Plan Belgique, SLCD, SolSoc, SOS Faim).

**LES GROUPE PRATIQUES ET STRATÉGIES (GPS)**

Cette nouvelle modalité de groupes de travail a été créée en 2009. 5 GPS sont actifs fin 2010.

**GPS « ED et monde scolaire »**

Ce GPS fonctionne sur base d'un échange de pratiques et la mise en place d'actions en synergies. En 2010, il s'est réuni 4 fois et a en outre mis en place et participé aux actions communes suivantes : rencontres avec trois réseaux d'enseignement en Communauté française (CECAFOC, FEPROSOC et Inspecteur général de l'Enseignement en Communauté française) ; stand coordonné au Salon de l'éducation d'octobre à Namur ; production d'un catalogue commun d'outils pédagogiques à destination des enseignants diffusé gratuitement dans toutes les écoles de la CF grâce à une collaboration avec Démocratie ou Barbarie ; rédaction d'une note de vision commune sur les interventions des ONG en milieu scolaire. Ce groupe prépare une journée d'étude sur l'intégration et l'efficacité de l'ED en milieu scolaire pour 2011.

**GPS « Mobilisation des volontaires »**

Ce GPS fonctionne sur base d'un échange de pratiques. En 2010, il s'est réuni 5 fois et a échangé autour des domaines suivants : définition du volontaire ; modalités d'appropriation de la vision/des valeurs de l'ONG par les volontaires ; mobilisation des volontaires ; évaluation des volontaires ; formation des volontaires.

**GPS « Lien entre ED et récolte de fonds »**

Ce groupe s'est réuni 2 fois et a produit une note de clarification sur le lien entre l'ED et la récolte de fonds.

**GPS « Articulation entre ED, campagne et plaidoyer »**

Ce groupe s'est réuni une fois. Il sera relancé en 2011 sur de nouvelles bases.

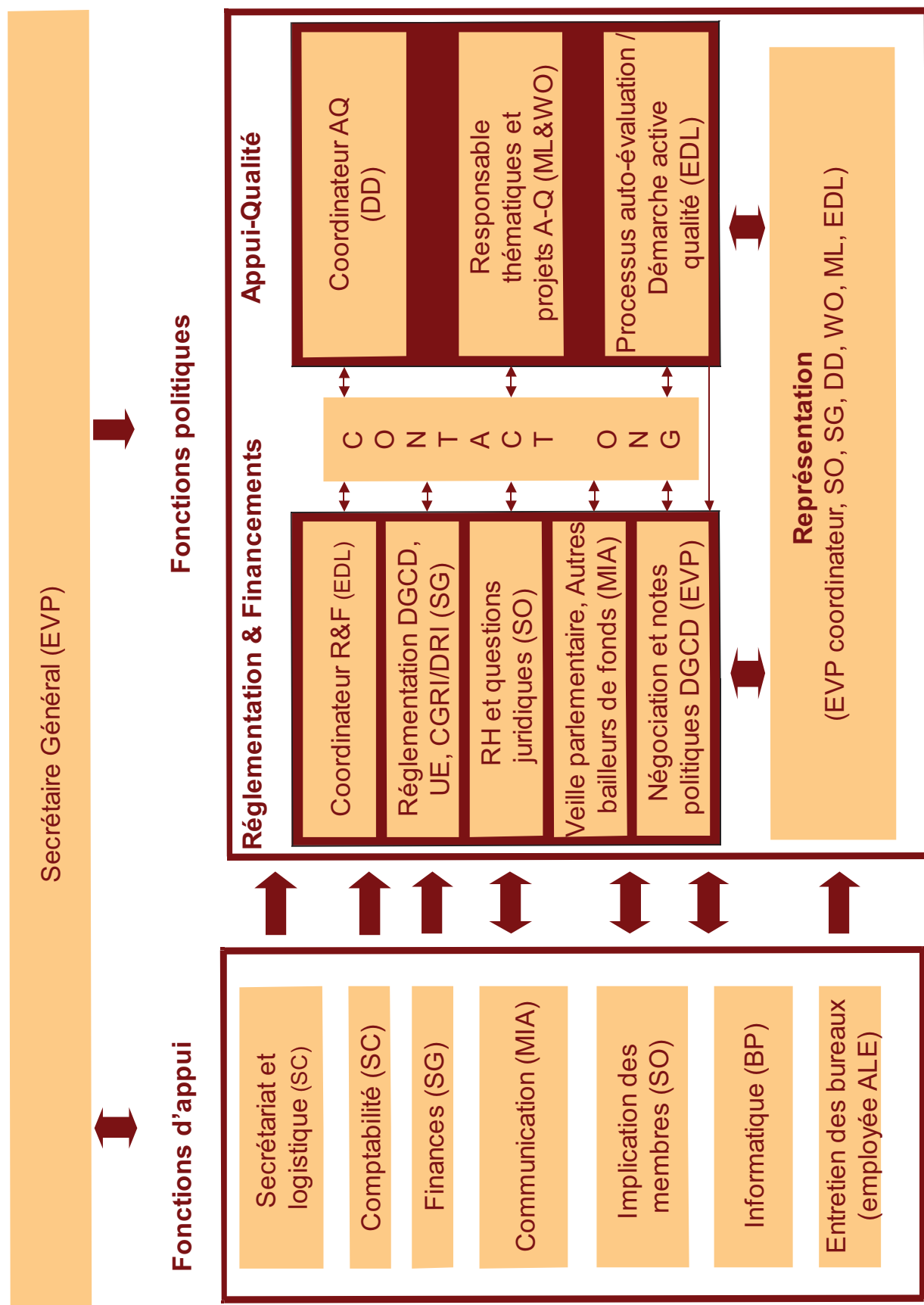
**GPS « Partenariat »**

Ce groupe s'est réuni trois fois en 2010. Il s'est principalement penché sur les stratégies de partenariat : identification des partenaires, gestion de la relation partenariale, contractualisation.

**Implication des membres dans les GPS:**

13 ONG ont participé aux 15 réunions des GPS (ACDA, CNCD, DBA, EF, HIB, IdP, MMOXF, Oxfam, Quinoa, SCI, WSM, SolSoc, SOS-Faim)

LE SECRÉTARIAT



() : ETP = équivalents temps plein – les autres initiales entre parenthèses font référence aux membres de l'équipe

### Subsidiation du personnel du secrétariat en 2010

Le subside DGD peut couvrir 7 ETP soit 84 personnes-mois. Le subside Maribel Social peut couvrir 1,44 ETP soit 17,25 personnes-mois, jusqu'à un maximum de 21.487,50 € par poste soit un total de 42.975,00 €.

Les fonds propres couvrent 6,75 personnes-mois, plus les montants qui excèdent la subsidiation par le Maribel Social pour les deux personnes subventionnées sur ces postes.

Les 7 ETP subsidiés par la DGD sont en 2010 répartis sur 8 personnes pour atteindre 84 personnes-mois.

Les 1,44 ETP subsidiés par le Maribel Social (MS) sont affectés à 2 postes très précis (assistant en informatique, assistante administrative et logistique), à raison de maximum  $\frac{3}{4}$  temps chacun.

Une des personnes occupant le poste informatique MS a un contrat à  $\frac{3}{4}$  temps, l'autre poste MS d'appui administratif est occupé à temps plein dont  $\frac{3}{4}$  temps pris en charge par le MS et  $\frac{1}{4}$  en fonds propres.

Les fonds propres interviennent pour couvrir 0,56 ETP soit 6,75 personnes-mois, répartis sur 2 personnes.

### Répartition du personnel par bailleur de fonds

Bailleur de fonds	ETP sur base annuelle	Nombre de pers/mois
DGD	7	84
Maribel Social	1,44	17,25
Sous-total	8,44	101,25
Fonds propres	0,56	6,75
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>108</b>

### Barèmes

Barème ACODEV	Réf. anciens Barèmes FP fédérale	ratio ACD/FP fédérale	
Barème I	10A	95%	Les barèmes appliqués au sein de l'asbl ACODEV sont fixés en référence aux anciens barèmes de la FP fédérale ; les barèmes d'ACODEV ne sont cependant pas strictement liés à des diplômes mais bien aux profils de postes et à l'expérience ; les barèmes ACODEV sont fixés à 95% de cette référence à la FP fédérale ; l'ancienneté à l'entrée en fonction est fixée sur base de l'expérience pertinente relative au poste de travail, puis elle évolue en fonction de l'ancienneté dans le poste par 'biennales'.
Barème II	26F	95%	
Barème III	20A	95%	

### Evolution du personnel du secrétariat au cours de l'année 2010

	Nom et Prénom	Abrév.	Fonctions	ETP	Période	Nbre mois	Pers/mois	Commentaires
1a	Ansion Maria Isabel	MIA	Commu., Veille parlement., Autres bailleurs de fonds	1	01/01/10-28/02/10	7	4	Fonds propres
					01/08/10-30/09/10		3	Subside DGD
2a	Charliers Solange	SC	Secrétariat, Logistique, Encodage Compta	0,75	01/01/10-15/04/10 22/05/10-31/12/10 (Incapacité de travail d'un mois)	11	8,25	Subside MS
				0,25			2,75	Fonds propres
3	De Leeuw Etienne	EDL	Coordination R&F /Processus qualité	1	01/01/10-31/12/10	12	12	Subside DGD
4	Lucy Magali	ML	Responsable thématique A-Q	1	01/01/10-31/12/10	12	12	subside DGD
5	Orrego Kluyskens Solange	SO	Resp questions juridiques, Gestion RH	0,75	01/01/10-31/12/10	12	9	Subside DGD
6	Oyatambwe Wamu	WO	Responsable thématique-	1	01/01/10-31/12/10	12	12	Subside DGD
7	Van Parys Etienne	EVP	Secrétaire général	1	01/01/10-31/12/10	12	12	Subside DGD



8	Graffe Sylvie	SG	Réglementation DGCD- WBI-UE, Q. Financières	1	01/01/10-31/12/10	12	12	Subside DGD
9	Dubuisson Denis	DD	Coordinateur A-Q	1	01/01/10-31/12/10	12	12	Subside DGD
10	Bengeloun Atmane Pipo	BP	Informatique, BDD, Webmaster	0,75	01/01/10-31/12/10	12	9	Subside MS

## Formation, expérience et ancienneté du personnel du secrétariat en 2010

Nom Prénom	Formation	DdN	entrée	sortie	Ancienn. barémique		Barème	Fonction 2009	Expérience professionnelle avant entrée à la fédération	Remarque
					Entrée	Janv 2011				
<b>Charliers Solange</b>	ESS + Secrétariat commercial et comptable	16/07/48	08/09/95		25 ans	plafond	III	Accueil - secrétariat - logistique - encodage compta	Assistante Direction/Interappel, Cabinet belge-CEE, Assistante gestion Ets Mouffe puis Ets Drion, (ADO)	Remplacement du 08/09/95 à 28/02/1996 - CDI à pd 01/03/1996 - transférée de ADO à ACODEV
<b>Orrego Solange</b>	Maîtrise en Droit	02/10/69	01/02/94		0	16	I	Responsable questions juridiques et gestions RH interne et externe	/ (CODEF)	Transférée de CODEF à ACODEV
<b>Van Parys Etienne</b>	Ingénieur agronome	09/07/51	01/09/85		8 ans 6 mois	plafond	I	Secrétaire général	Expert associé FAO/Burkina Faso, coopérant AGEH / Burkina Faso, (SG Intercodev puis CODEF puis ACODEV)	Bénévole du 01.03.84 au 31-08-84 - transféré de INTERCODEV à CODEF - transféré de CODEF à ACODEV
<b>Oyatambwe Wamu</b>	Docteur Sciences Politiques	09/10/65	01/01/00		2 ans	13	I	Responsable de projets appui-qualité	Chercheur associé VUB/UlB, Animateur Oxfam solidarité, Local Integration Action/Antwerpen	Congé sans solde 01/07/08 à 31/10/08 & 01/12/08 à 31/12/08 (= > 31/03/2009)
<b>Lucy Magali</b>	Maîtrise en Histoire	20/12/74	05/04/00		1 an 5 mois	12	I	Responsable thématique appui-qualité (ED - Partenariat)	Fonteyn Medical Books/Leuven	
<b>De Leeuw Etienne</b>	Maîtrise Administration & Gestion	11/10/63	01/05/00		11 ans 6 mois	22	I	Coordonnateur réglementation-financements, responsable auto-évaluation qualité	Assistant UCL, coopérant ONG (Equateur)/ADRAI, Directeur ADRAI	
<b>Ansion Maria Isabel</b>	Maîtrise en Histoire	03/08/78	01/09/06		3 ans 5 mois	7	I	Responsable communication, veille parlementaire, appui agrément de base	Ecole des devoirs, accueil Réfugiés/Florenne, alphabétisation/Pérou, Enseignante divers écoles/Belgique, coopérante ONG (Haïti) /Volens	2 CDD puis CDI
<b>Grafte Sylvie</b>	Maîtrise en Sciences Economiques	22/12/76	05/05/08		7 ans 8 mois	10	I	Responsable réglementations (DGCD, WBJ, UE, ...) et financements, supervision finances de l'ASBL	Gestion financière et support (Asie) /AIDCO-D3, gestion financière et opérationnelle projets (Thaïlande) / UE	
<b>Dubuisson Denis</b>	Maîtrise en Sc Economiques et sociales (Bac+5)	20/02/71	18/08/08		13 ans	15	I	Coordinateur appui-qualité	Assistant FNPD/Namur, program manager / IdP, responsable programme & suivi-évaluation / IdP	2 CDD puis CDI
<b>Ben Geloune Atmane</b>	ESS électronique (qualification) + formations technologiques en TIC...	27/01/78	01/07/09		0	1	II	Appui en informatique bureautique, base de données, développement site internet	Stages, appui à distance pour les personnes formées par technofutur	

## Annexe IV : Fiches techniques publiées en 2010

24 fiches techniques réglementaires ont été produites pendant l'année 2010. Elles viennent compléter les 39 fiches qui avaient été produites en 2009. Elles sont accessibles sur le site d'ACODEV (espace MEMBRES) et ont été (toutes) envoyées à toutes les ONG membres sous format papier. La DGD a également reçu l'ensemble de ces fiches.

### Financement (AR 2006)

- 1.6 Quand et comment introduire votre dossier projet ?
- 1.7 Arrêté Ministériel de Subsidiation pour les projets
- 1.8 La libération du subside projet
- 1.9 Le cofinancement des projets
- 1.10 L'apport propre pour les projets

### Budget (AR 2006 et AR 1997) :

- 2.8 Modifications budgétaires pour les projets (AR 2006)

### Envoi de personnel (AR 2006, Droit du travail, Code des impôts)

- 3-I-Bis Fiscalité du coopérant - Déclaration à l'IPP
- 3-I-Ter Fiscalité du coopérant - Déclaration à l'INR
- 3.4 Les envois « 5.2 »
- 3.5 Quelles parties du droit du travail et du droit de la sécurité sociale belge sont applicables au coopérant ?

### Mise en œuvre d'un programme (AR 2006)

- 4.3 Le concept de partenaire
- 4.4 L'accord ONG-Ministre et les futurs programmes et projets
- 4.5 Les dates clés pour les projets et les programmes

### Modèles (AR 2006)

- 5.5 Le modèle A commenté pour les programmes
- 5.6 Le modèle B pour les projets
- 5.7 Le modèle B commenté pour les projets
- 5.8 Le modèle 1 pour les projets et les programmes
- 5.9 Le modèle 4 pour les programmes
- 5.10 Les modèles projets
- 5.11 Le modèle 4 commenté pour les projets

### Rapports (AR 2006)

- 6.2 Soumission des rapports narratifs et financiers pour les programmes et les projets
- 6.3 Le rapport narratif et financier pour les projets

### Agréments

- 7.2 Prolongation de l'agrément pour les ONG déjà agréées

### ASBL

- 10.3 TVA

## Annexe V : Liste des enquêtes auprès des membres en 2010

### Enquêtes à l'attention de tous les membres :

- Enquête sur la mise en place d'un portail d'échange entre ONG membres (News 1/2010)
- Consultation du secteur en matière de qualité et de certification (News 2/2010)
- Sur demande de la DGD : enquête sur le logiciel comptable utilisé par les membres (News 6/2010)
- Remplissage annuel de ong-livreouvert.be (News 16/2010)
- Enquête sur le site www.acodev.be (News 26/2010)
- Enquête sur les missions de la fédération, les besoins et attentes de ses membres (News 29/2010)

### Enquêtes à l'attention certains membres :

- Enquête SSC (News 4/2010)
- Questionnaire pour les participants à la formation « projets AR06 » du 4/03/10 (News 4/2010)
- Sur demande de la DGD : relais d'une enquête Sida (News 12/2010)
- Questionnaire pour le GS Sud (News 18/2010)
- Au GSRH : Enquête sur les politiques salariales pour le personnel au Sud (coopérant et personnel local) (News 28/2010)
- Aux ONG ayant des projets européens :
  - questionnaire sur le problème de la TVA pour les projets européens
  - questionnaire sur les expériences de mise en œuvre de projets européens (deconcentration report)
- Aux ONG projets : mini enquête sur le modèle 1 et les réviseurs
- Aux ONG programme : Enquête sur les demandes de subsides pour le prochain Programme (News 17/2010)
- Au Groupe FBSA : Enquête sur le choix des pays possible dans le cadre des programmes multi-acteurs FBSA
- Au Groupe Finances :
  - % des coûts de gestion des nouveaux programmes
  - suivi de l'enquête 3dim sur le nouveau système de reportage
  - questionnaire aux partenaires du Sud sur la question de la simplification administrative
  - demande d'envoi des membres de leurs documents relatifs au processus d'appréciation de leur programme/projet (pour l'analyse du processus)
  - demande d'envoi d'exemple de conventions de collaboration/partenariat

## Annexe VI : Information sur les sources de financement

Conformément à ce qui était planifié (Cfr. R2.5), les informations sur les sources de financements ont été regroupées dans l'extranet de la fédération.

Les ONG membres qui ont accès à cette base de données peuvent y faire une recherche par bailleur, date ou une recherche avancée. Il est également possible d'afficher les appels en cours ou les fonds qui sont accessibles à tout moment. En décembre 2009, 56 fonds avaient été encodés dans la base de données.

### Fonds de financements belges

Recherche de fonds par nom de bailleur et/ou par date. [-]	
Nom du bailleur :	Appel ouvert à la date du :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="button" value="Rechercher"/>	

Recherche avancée sur les fonds de financement [-]	
Type de soutien :	Type de donateur :
<input type="text" value="Prix"/>	<input type="text" value="Financement privé belge"/>
<input type="text" value="Sponsoring/mécénat"/>	<input type="text" value="Financement privé international"/>
<input type="text" value="Subside"/>	<input type="text" value="Financement public belge"/>
<input type="text" value="Visibilité"/>	<input type="text" value="Financement public international"/>
Secteurs éligibles :	Pays éligibles :
<input type="text" value="Droits humains"/>	<input type="text" value="Asie"/>
<input type="text" value="Eau"/>	<input type="text" value="Belgique"/>
<input type="text" value="Economie sociale"/>	<input type="text" value="Pays du Nord"/>
<input type="text" value="Éducation / Formation"/>	<input type="text" value="Pays du Sud"/>
<input type="button" value="Rechercher"/>	

## Annexe VII : Dialogues politiques et entretiens de suivi observés par le secrétariat

Entretien de suivi (ES) ou Dialogue politique (DP)	Projet / Programme 2008-2010 Programme 2011-2013	ONG	Date
DP	Projet	DYNAMO	07/01/2010
DP	Projet	Mekong Plus	08/01/2010
DP	Projet	CEC	09/02/2010
DP	Projet	CCAEB	26/02/2010
DP	Projet	SOS Layettes	06/05/2010
DP	Projet	SHC	09/06/2010
DP	Projet	FIAN	03/08/2010
DP	Projet	FUCID	29/10/2010
DP	Projet	SOS VE	03/12/2010
DP	Projet	CCAEB	09/12/2010

ES	Programme 2008-2010	Solidarité Protestante	23/06/2010
ES	Programme 2008-2010	OXFAM	25/06/2010
ES	Programme 2008-2010	LouvDev	25/06/2010
ES	Programme 2008-2010	SOS Faim	30/06/2010
ES	Programme 2008-2010	SCI	05/07/2010
ES	Programme 2008-2010	IdP	15/07/2010
ES	Programme 2008-2010	LMSLF	20/07/2010
ES	Programme 2008-2010	SOLSOC	20/07/2010
ES	Programme 2008-2010	FDH	22/07/2010
ES	programme2008-2010	COTA	27/07/2010
ES	Programme 2008-2010	ACDA	05/08/2010
ES	Programme 2008-2010	MdM Oxfam	17/08/2010
ES	Programme 2008-2010	MMH	24/08/2010
ES	Programme 2008-2010	SLCD	23/11/2010

DP	programme2011-2013	MdM Oxfam	21/10/2010
DP	programme2011-2013	SCI	23/10/2010
DP	programme2011-2013	CADTM	08/11/2010
DP	programme2011-2013	IdP	16/11/2010
DP	programme2011-2013	SOS Faim	17/11/2010
DP	programme2011-2013	COTA	17/11/2010
DP	programme2011-2013	CEMUBAC	29/11/2010
DP	programme2011-2013	MdM	30/11/2010
DP	programme2011-2013	ACTEC	06/12/2010
DP	programme2011-2013	LouvDev	07/12/2010
DP	programme2011-2013	LMSLF	10/12/2010
DP	programme2011-2013	QUINOVA	15/12/2010
DP	programme2011-2013	COMIDE	21/12/2010
DP	Programme 2011-2013	CJP	22/12/2010
DP	programme2011-2013	Autre Terre	22/12/2010

## Annexe VIII : Demandes d'agrément

### Organisations qui ont contacté le secrétariat pour une demande d'agrément :

1. CNA-NKO
2. MATM
3. Soutien aux pays de la francophonie
4. Fonctionnaires sans frontières



## Annexe IX : Résultats de l'enquête de satisfaction auprès des membres

ACODEV a lancé en 2010 une « *enquête sur les missions d'ACODEV et les besoins et attentes de ses ONG membres* ». Cette enquête a été réalisée par une stagiaire engagée à cet effet, Justine Di Prima, et a été clôturée en novembre 2010.

L'enquête a été réalisée par deux voies : un formulaire électronique et des interviews (22).

Les deux enquêtes ensemble ont recueilli des réponses de 48 ONG sur les 82 qui composent la fédération, ce qui équivaut à 58% des membres effectifs de la fédération. Un pourcentage plutôt faible par rapport aux enquêtes précédentes, mais qui s'expliquait aussi par le fait d'une succession d'enquêtes quasi simultanées.

Toutefois, les données recueillies par cette enquête s'avèrent très pertinentes au vu des nombreux entretiens réalisés auprès des ONG ; celles-ci ont fourni des éléments d'explication et d'interprétation des résultats statistiques convaincants ainsi qu'une vision plurielle de la fédération.

Les résultats de cette enquête ont été présentés suivant la structure du cadre stratégique 2008-2013 et du Plan d'action 2010 de la fédération.

### OBJECTIF SPÉCIFIQUE 1 : LES ONG MEMBRES AMÉLIORENT LEURS VISIONS ET STRATÉGIES NORD ET SUD

La grande partie des ONG ayant répondu (91%) à l'enquête disent que la fédération doit travailler au développement de visions et stratégies communes aux ONG. Les thèmes préconisés à ce sujet sont :

- la légitimité et la plus-value des ONG dans la coopération au développement
- le décloisonnement Nord/Sud
- les stratégies Sud
- les stratégies Nord

Quelques thèmes ressortent particulièrement comme méritant une attention particulière dans le travail futur de la fédération, notamment :

#### La qualité

Tout d'abord, la réflexion sur la qualité au sein du secteur ONG est perçue par la majorité des ONG comme positive. Néanmoins, il reste des doutes et des réserves par rapport à cette démarche vu les différences existant entre structures ; certaines ONG voulant aller plus loin dans la réflexion et d'autres moins loin, voire nulle part ! De même, beaucoup d'ONG ne perçoivent encore très bien ce qu'est la qualité, où on en est, ni où l'on va avec cette question de la qualité au sein de la fédération.

#### Echange d'expériences entre les membres

Les journées d'études, les séminaires, les groupes pratiques et stratégies (GPS), les groupes de travail, etc., sont des lieux ou des moments d'échanges mis en place notamment pour favoriser les échanges entre les membres. Ces lieux sont fréquentés de manière différente par les membres (par ex. 86% pour les journées d'étude / séminaires et seulement 30% pour les GPS). Les appréciations que ceux-ci portent sur ces lieux sont positives : les participants aux journées d'étude / séminaires en sont (très) satisfaits à 97% ; la satisfaction des participants aux GPS varie entre 100% et 67% (selon le GPS).

En suivi à l'enquête, il conviendrait pour les GPS de : creuser de nouveaux thèmes ; lancer des appels avec les thèmes proposés dans l'enquête par les ONG ; revoir l'implication du secrétariat dans le suivi des GPS.

---

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE 2 : L'EFFICACITÉ DES ONG MEMBRES S'ACCROIT À TRAVERS L'AMÉLIORATION DE LEUR FONCTIONNEMENT INTERNE (GOUVERNANCE, GESTION ADMINISTRATIVE ET GESTION OPÉRATIONNELLE)

---

95% des ONG ayant répondu à l'enquête se disent (très) satisfaites des services offerts et actions menées par ACODEV en vue d'améliorer leur fonctionnement interne (gouvernance, gestion administrative et gestion opérationnelle).

### Stratégies de transparence

Beaucoup d'ONG interrogées ont mis en place des stratégies de transparence (67%). Parmi celles-ci, beaucoup considèrent l'outil « ONG-livreouvert » comme faisant partie de cette stratégie de transparence. Une large majorité des ONG est satisfaite de cette base de données même si des progrès restent à faire en matière d'utilisation pratique (encodage, etc.) et de diffusion du portail.

### Gestion, méthodologies, synergies

Plus de 80% des ONG forment leur personnel via les formations organisées par ACODEV. Ces différentes formations organisées par ACODEV ont été utiles aux membres dans leur travail, surtout lorsqu'elles étaient suivies de coaching. Les ONG ont émis diverses idées de formation à organiser par ACODEV. Les ONG sont très satisfaites des actions mises en place par la fédération pour augmenter leurs compétences méthodologiques, même si l'importance de ce rôle au sein de la fédération fait débat.

La FAIQ a été largement apprécié (82% estiment que cela a permis une amélioration concrète de leur gestion) par ses bénéficiaires (25,5% des membres).

Les synergies et actions communes que mettent en place les membres se déroulent principalement en dehors de la fédération. Les ONG mettent en avant les espaces créés par ACODEV qui favorisent les synergies tels que les groupes de travail, mais les ONG veulent rester maîtresses de ces synergies. Le taux de satisfaction des participants aux Groupes de la fédération varient entre 55,5% et 93% (selon le Groupe).

### Information

De façon générale, toutes les ONG qui ont répondu à l'enquête sont satisfaites des informations règlementaires fournies par la fédération. Le service Question/Réponse obtient un taux de satisfaction de 90% d'ONG (très) satisfaites. L'ACODEV News obtient un taux de satisfaction supérieur à 90%.

Mais en examinant leur degré de satisfaction, on doit veiller à améliorer plusieurs aspects, notamment :

- la diffusion (site web) d'information sur les financements UE, les informations sur les lois à l'étranger et rationalisation de l'information, d'autres types d'informations suggérés dans l'enquête (ex : droit d'auteur)
- améliorer le Site Internet, avec une nouvelle arborescence et la refonte générale pour faciliter l'utilisation, et aussi l'ACODEV News quant aux contenus.

Un débat persiste autour de la visibilité d'ACODEV dans les médias et vis-à-vis du grand public.

---

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3 : L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE, ADMINISTRATIF ET RÉGLEMENTAIRE FAVORISE LA QUALITÉ DU TRAVAIL DES ONG MEMBRES

---

96% des ONG interrogées sont (très) satisfaites du travail réalisé par la fédération sur la construction d'un environnement politique, administratif et règlementaire qui favorise un travail de qualité pour les ONG.

### Au niveau belge

Le taux de satisfaction, bien que globalement positif, est variable selon qu'il s'agit d'un aspect ou d'un autre. Il est à noter que 63% des ONG se disent peu voire pas du tout satisfaites des avancées obtenues en matière de simplification administrative. Des améliorations sont donc possibles, et les membres suggèrent notamment de négocier en priorité les points suivants :

- le système simplifié de rédaction de rapports (90% des ONG)
- les modèles pour les rapports financiers (86%)
- les coûts opérationnels, les coûts de gestion et les frais de structure (60%)

- la définition des frais de fonctionnement, frais d'investissement, frais de personnel (56%)
- les dépenses non subsidiées (51%).

Pour les ONG, les deux thèmes les plus prioritaires à discuter ou à négocier avec la DGCD sont donc le système simplifié de rédaction de rapports et les modèles pour les rapports financiers.

### Au niveau européen

Les ONG se disent satisfaites de l'action de représentation d'ACODEV, particulièrement au niveau fédéral, tandis qu'au niveau européen, des efforts restent à faire. Beaucoup d'ONG semblent vouloir s'investir dans les travaux et la définition des positions des ONG au niveau européen.

A tous les niveaux, la question de la représentation et de la prise des positions nécessite aussi une meilleure clarification de la répartition des rôles entre ACODEV et le CNCD.

## **OBJECTIF TRANSVERSAL : LA FÉDÉRATION RÉPOND MIEUX AUX ATTENTES DE SES MEMBRES**

Sur ce point, on peut relever deux lignes générales portant sur l'implication des membres et les nouvelles initiatives prises par le secrétariat.

a) L'implication des membres dans les activités de la fédération reste à améliorer (58% des membres ayant répondu à l'enquête se disent impliqués dans la fédération). Il apparaît que ce sont souvent les mêmes ONG qui s'impliquent et que certaines ONG sont éloignées de leur fédération. Les facteurs explicatifs avancés sont notamment : le manque de temps, la distance à parcourir, le nombre de réunions, parfois la langue (quand il s'agit de réunion conjointe avec nos homologues flamands).

b) Quant aux nouvelles initiatives de la fédération, elles suscitent un intérêt plutôt variable :

- la recherche de financements alternatifs (plus de 90%)
- la recherche d'autres outils méthodologiques que ceux déjà proposés (62%)
- le développement du portail « Mon Acodev.be » (54%)
- la présentation du Global Initiative Report (20%).

## **CONCLUSION**

Si l'on compare les résultats des enquêtes 2010 et 2005, les données et les commentaires recueillis se ressemblent. Il y a globalement un taux élevé de satisfaction par rapport au travail de la fédération et les débats qui traversent la fédération au sujet de l'hétérogénéité du secteur, de la représentation auprès des pouvoirs publics et de sa place vis-à-vis du grand public et des médias sont toujours présents. De même, la différence entre ACODEV et CNCD reste mal ou peu perçue.

Les enjeux du secteur ONG et son positionnement en tant qu'acteur de la coopération au développement est également au centre des débats. Qu'est-ce que la qualité dans le secteur ONG, à qui peut-elle s'appliquer et comment ? La dépendance de certaines structures, dont la fédération, aux financements institutionnels est également pointée du doigt. La dépendance de la fédération et sa taille seraient des freins au positionnement et à la qualité du secteur.

La fédération regroupe de nombreuses ONG actives à des degrés divers dans la fédération. Les membres qui s'investissent désirent que la fédération soit plus exigeante vis-à-vis de ceux qui ne s'investissent pas ou très peu.

La fédération a préparé depuis une « Management Response » avec des recommandations opérationnelles tirées de cette enquête, et à mettre en place dans le futur.

## Annexe X : Rencontres avec les pouvoirs publics et partenaires

	NOM	Réunions rencontrées en 2007	Réunions rencontrées en 2008	Réunions rencontrées en 2009	Réunions rencontrées en 2010
<b>Pouvoirs publics</b>	DGD / Cabinet / SPF Aff. Étr.	54	41	21	26
	CGRI-DRI / WBI / CASIW	8	5	10	6
	CWBCI	18	11	9	12
	UE	7			3
	Organismes internationaux			2	1
	Loterie Nationale			2	1
<b>Partenaires</b>	APEFE		1		2
	MRAC				1
	IMT + Because Health				1
	Universités	1	5	5	6
	Syndicats				7
	UVC + communes				4
	Concertation ONG au niveau de l'UE	12	15	28	38
	CFDD	9	11	9	4
	Association pour l'Ethique dans la Récolte des Fonds (AERF)		1		1
	CTB + Annoncer la Couleur	2	9	9	9
	Fondation Roi Baudouin		2	1	
	Pegasus	2	3	3	9
	Feong / CP 329	35	66	49	67
	Association et Plate-forme pour le volontariat			2	3
	Partis/Parlementaires		2	15	1
	Presse/Grand Public			3	1
	Autres associations	29	14	15	11
	<b>TOTAUX</b>	<b>177</b>	<b>186</b>	<b>183</b>	<b>214</b>

NB : Ce tableau a été simplifié par rapport aux années précédentes.

## Annexe XI : Visites des sites liés à ACODEV en 2010

Fréquentation des sites liés à ACODEV	2008	2009	2010
ACODEV.be	202253	249347	228771
Agenda-solidaire.be	9409	31912	31024
ONG-livreouvert.be	/	7215	23560

Détail des visites en pourcentage pour acodev.be	2008	2009	2010
Accueil /présentation d'ACODEV	10,43	7,49	6,74
Dossiers documentaires	1,63	1,2	0,81
Infos sur les ONG belges	7,98	4,44	3,57
Les ONG et la coopération belge	5,1	2,35	2,01
S'investir	14,33	8,46	6,37
Membres	3,19	4,55	3,58
Pages emploi	57,34	71,52	76,93
	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Détail des visites en pourcentage pour l'espace membres	2008	2009	2010
Membres/Lignes DGCD	57,59	61,55	69,81
Membres/Groupes de travail	5,73	9	4,84
Membres/Qualité	0,43	1,52	3,83
Membres/UE	1,67	4,93	1,81
Membres/Débats en cours	1,81	2,49	4,82
Membres/Publications	25,02	10,38	6,73
Membres/Gestion interne	4,63	5,29	5,98
Autre info	0,46	3,1	1,61
CA	2,63	1,73	0,56
	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Le nombre de visites du site d'ACODEV a diminué par rapport à l'année 2008. Le site est vieillissant et n'a pas été bien nourri durant l'année 2010 puisque la responsable de la communication a été absente pendant près de 6 mois.

La diminution de la fréquentation de la zone membres peut également s'expliquer par la mise en place de l'extranet (mon.acodev.be) qui a repris plusieurs rubriques présentes dans la zone membres auparavant en lui donnant une tournure plus interactive.

En 2011, un nouveau site sera créé. Il présentera une meilleure ergonomie et inclura l'extranet dans l'espace membres. La rubrique des offres d'emploi sera davantage exploitée afin de renvoyer l'internaute vers les autres informations sur le secteur et sur les ONG.

## Annexe XII : Composition de la représentation d'ACODEV au sein de diverses plates-formes (R3.3)

### Composition de la Plate-forme belge des ONG de CONCORD

La **Plate-forme des ONG belges de CONCORD** est composée de représentants des Coupoles et des fédérations.

En 2010, elle s'est réunie à 4 reprises : le 28 avril, le 05 juillet, le 25 octobre et le 24 novembre. Elle a organisé une journée d'étude le 3 juin.

C'est un quatuor ou G4 composé de :

1. Jean Reynaert, Président de la plate-forme belge des ONG, collaborateur politique au sein du secrétariat de la fédération néerlandophone, Coprogram, membre du groupe de travail sur l'efficacité de l'aide
2. Etienne Van Parys, secrétaire général de la fédération francophone, ACODEV
3. Gérard Karlshausen, Chargé des questions européennes au sein du secrétariat du CNCD-11.11.11, membre du Board et du Policy forum de CONCORD
4. Wiske Jult, chargée des questions européennes au sein du secrétariat de KVNZ-11.11.11, membre du Policy Forum de CONCORD.

Le **FDR-group** et son groupe de pilotage (steering group) ont toujours été suivis par ACODEV (Sylvie Graffe).

Le **FORUM DE** (Forum Development Education) devenu le **DARE FORUM** et son groupe de pilotage (steering group) ont toujours été suivis en duo par ACODEV et Coprogram (un titulaire et un suppléant). Le duo est actuellement composé de Magali Lucy, titulaire, et Annemie Demedts, suppléante (Coprogram).

### Composition du CWBCI, Conseil Wallonie Bruxelles de la Coopération Internationale

Ce Conseil est arrivé en fin de mandat en avril 2009 (mandat de 5 ans prenant cours en avril 2004). En attendant de nouvelles décisions et mandats des Gouvernements et Parlements qui ont érigé le CWBCI (Région Wallonne, Communauté française, Communauté germanophone, COCOF bruxelloise), le Conseil poursuit dans sa composition et son mandat tel que prévu en 2004.

Les différentes parties prenantes du CWBCI sont les ONG, les partenaires sociaux (représentants patronaux, UWE et UEB ; représentants des travailleurs, FGTB, CSC, CGSLB), l'Union des villes et communes (UVC-W, AVCB), les Universités (CIUF), le Conseil pour l'éducation et la formation (CEF), le Rat für Entwicklungszusammenarbeit.

En 2010 les représentants des ONG au sein du CWBCI sont les suivants :

Pour ACODEV :

- Acheroy Colette (COTA)
- Michot Thibaut (Solidarité Socialiste)
- Destrait Freddy (SOS Faim)
- Van Parys Etienne (ACODEV)

Pour le CNCD-11.11.11 :

- Gorgemans Arnaud (Solidarité Mondiale)
- Maquestiau Pascale (Le Monde selon les Femmes)
- Zacharie Arnaud (CNCD-11.11.11)
- Zé Oumou (CNCD-11.11.11)

Le CWBCI s'est réuni 9 fois en 2010 (une fois par mois sauf en juillet, août et octobre).

**Composition de la représentation des ONG au sein du CFDD**

La fédération ACODEV est chargée de désigner 3 représentants pour siéger au sein du Conseil fédéral du développement durable (CFDD).

Les 3 représentants en 2010 sont :

- Brigitte Gloire (Oxfam-solidarité)
- Etienne De Leeuw (ACODEV)
- Nicolas Van Nuffel (CNCD-11.11.11).

Les mandats sont fixés par Arrêté Royal pour une durée de 4 ans. Tout changement de titulaire d'un mandat doit faire l'objet d'un nouvel AR de nomination, ce qui prend du temps.

**EDUCAID, Plate-forme des acteurs belges dans le secteur de l'enseignement-formation**

Cette Plate-forme a été lancée fin de l'année 2009 suite à l'évaluation de la note stratégique de la coopération belge du secteur de l'enseignement et de la formation.

Les acteurs de la coopération belge dans ce secteur (APEFE, VVOB, CUD-CIUF, VLIR-UOS, CTB, ONG, VAIS, IFAPME, ...) en accord avec la DGD ont voulu mettre en place une plate-forme des acteurs dans ce secteur, un peu à l'instar de la plate-forme Because-Health dans le secteur de la santé.

Cette plate-forme a pris petit à petit forme au courant de l'année 2010.

Au sein du secrétariat d'ACODEV c'est Wamu Oyatambwe qui suit les activités de cette plate-forme. Cependant un mandat formel doit encore être attribué à un représentant ONG au sein de EDUCAID.



# Annexe XIII : Liste des mandats exercés par ACODEV

ACODEV exerce les mandats suivants :

## 1. Au niveau fédéral

### 1.1. SPF Affaires Etrangères

- Au sein de la CPC et de ses GT1, GT2 et GT3
- Pour les commissions mixtes
- Au GT SIDA
- Au GT stratégie agriculture
- A la plate-forme EducAid
- A la plate-forme Train2Dev
- A la plate-forme Pulse
- Au FBSA : groupe ONG et groupe parlementaire
- CTB : Dans un GT sur les assistants juniors et une plate-forme formation en développement

### 1.2. SPF Développement durable

- Au sein du CFDD : A l'Assemblée générale, au bureau, au GT

## 2. Au niveau fédéré

### 2.1. WBI

- Au CWBCI
- Aux GT de sélections de projets
- Au fonds Solidarité pour H2O

## 3. Au niveau européen

### 3.1. Plate-forme belge des ONG

- Au Comité de pilotage - G4

### 3.2. FDR

- Au FDR et au steering group du FDR

### 3.3. DARE

- Au Dare Forum et au steering group du Dare Forum

## 4. Associatif

- Dans le Comité de liaison CNCD-ACODEV
- Dans Association 21
- A la Plate-forme du Volontariat

## 5. Au niveau patronal belge

- A la FEONG : Assemblée générale, Conseil d'administration, GT
- A la CESSOC : Assemblée générale, Conseil d'administration, GT
- En commission paritaire : 329.02, 329.03
- Dans le comité de gestion du Fonds 4S et son GT

## Annexe XIV : Visibilité d'ACODEV

### Reprises du communiqué de presse sur ONG-Livreouvert (Les dons aux ONG sont restés restants stables en 2009)

Les revenus des ONG restent stables, malgré la crise, par Philippe De Boeck dans <i>Le Soir</i> (18/09/10)
Un site Internet recense les ONG belges de coopération au développement, dans <i>Le Journal des Belges à l'étranger</i> , n° 248, janvier-février 2010.
Les dons aux ONG restent stables, repris par le Club Walco le 04/10/10.
Les dons reçus par les ONG sur la période 2005-2009 restent stables (sur RTLinfo.be - 17/09/10) <a href="http://www.rtlinfo.be/info/belgique/societe/738217/les-dons-recus-par-...">http://www.rtlinfo.be/info/belgique/societe/738217/les-dons-recus-par-...</a>
Les dons reçus par les ONG sur la période 2005-2009 restent stables (sur Skynet.be - 17/09/10) <a href="http://www.skynet.be/actu-sports/sports/football/detail_les-dons-recus...">http://www.skynet.be/actu-sports/sports/football/detail_les-dons-recus...</a>
Les dons reçus par les ONG sur la période 2005-2009 restent stables (sur Lalibre.be - 17/09/10) <a href="http://www.lalibre.be/toutelinfo/belga/138019/les-dons-recus-par-les-...">http://www.lalibre.be/toutelinfo/belga/138019/les-dons-recus-par-les-...</a>
Les dons reçus par les ONG sur la période 2005-2009 restent stables (sur Juveco.org - 17/09/10) <a href="http://fr.juveco.org/blog/les-dons-recus-par-les-ong-sur-la-periode-20...">http://fr.juveco.org/blog/les-dons-recus-par-les-ong-sur-la-periode-20...</a>
Les dons reçus par les ONG sur la période 2005-2009 restent stables (sur Actualite.fr - 17/09/10) <a href="http://actualite.fr.be.msn.com/actualitebelge/article.aspx?">http://actualite.fr.be.msn.com/actualitebelge/article.aspx?</a>
Les dons reçus par les ONG sur la période 2005-2009 restent stables (sur Actu.net - 17/09/10) : <a href="http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=B40020030100917">http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=B40020030100917</a>
Les dons aux ONG diminuent en valeur indexée (dans AlterEchos.be - 17/09/10) <a href="http://www.alterechos.be/index.php?p=search&amp;c=a&amp;lpn=0&amp;as[asearch]=acodev&amp;as[mode]=title_head_body&amp;as[case]=2&amp;as[fm]=1&amp;as[fy]=2000&amp;as[tm]=5&amp;as[ty]=2011&amp;l=1&amp;d=i&amp;art_id=20570&amp;lqtc=1&amp;lqcd=2011_5_20_15_51">http://www.alterechos.be/index.php?p=search&amp;c=a&amp;lpn=0&amp;as[asearch]=acodev&amp;as[mode]=title_head_body&amp;as[case]=2&amp;as[fm]=1&amp;as[fy]=2000&amp;as[tm]=5&amp;as[ty]=2011&amp;l=1&amp;d=i&amp;art_id=20570&amp;lqtc=1&amp;lqcd=2011_5_20_15_51</a>
Les ONG à livre ouvert, dans <i>Emploi du temps. L'actualité du marché de l'emploi et de la formation de votre région</i> , n° 1, janvier-février 2010.

### Reprises du communiqué de presse sur le tremblement de terre en Haïti (L'opération Haïti Lavi a déjà rapporté plus de 16 millions d'euros)

Déjà 16 millions au 12-12 (sur Actu.net - 29/01/2010) <a href="http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=404394">http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=404394</a>
Haïti Lavi a déjà récolté 16 millions (Le Soir.be - 28/01/10) : <a href="http://www.lesoir.be/culture/musiques/2010-01-28/concert-pour-haiti-...1">http://www.lesoir.be/culture/musiques/2010-01-28/concert-pour-haiti-...1</a>
L'opération Haïti Lavi a déjà rapporté plus de 16 millions (sur Le Vif.be - 28/01/11) <a href="http://levif.rnews.be/fr/news/belga-generique/l-opation-hai-lavi-a-drapportplus-de-16-millions/article-1194655883431.htm">http://levif.rnews.be/fr/news/belga-generique/l-opation-hai-lavi-a-drapportplus-de-16-millions/article-1194655883431.htm</a>
Mobilisation des plates-formes pour Haïti (sur Portail des plates-formes d'ONG. Pour une diplomatie non-gouvernementale - 03/03/10) <a href="http://www.ong-ngo.org/Mobilisation-des-plates-formes-du">http://www.ong-ngo.org/Mobilisation-des-plates-formes-du</a>
Si l'on veut partir et aider Haïti, Interview donnée par Etienne Van Parys pour l'Emission Au Quotidien de la RTFB.

### Citation d'ACODEV concernant l'emploi et volontariat dans les ONG

Conférence : « Etre volontaire aujourd'hui pour la coopération au développement : s'engager dans le Nord, s'engager dans le Sud » au Salon du Volontariat à Liège (05 et 07/02/10)
Dossier d'infor Jeunes : Pour qui travaillent les coopérants <a href="http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/pour_qui_travaillent_les_cooperants.pdf">http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/pour_qui_travaillent_les_cooperants.pdf</a>
Dossier d'infor Jeunes : Comment trouver un emploi de coopérant? <a href="http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/comment_trouver_emploi_cooperant.pdf">http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/comment_trouver_emploi_cooperant.pdf</a>
Dossier d'infor Jeunes : Comment devenir coopérant? <a href="http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/devenir_candidat_cooperant.pdf">http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/devenir_candidat_cooperant.pdf</a>

Dossier d'infor Jeunes : Métiers de la coopération

[http://www.jeminforme.be/cooperation\\_au\\_developpement/metiers.pdf](http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/metiers.pdf)

Centre de formation et d'orientation de l'UCL. Les conseils en ligne FAQ. Volontariat, bénévolat, chantiers, coopération : quelles différences, quelles possibilités ?

<http://www.uclouvain.be/326547.html?idQuestion=61>

Biblio Huy : Trouver un emploi en quelques clics...

[http://www.bibliohuy.be/Trouver-un-emploi-en-quelques-clics\\_a631.html](http://www.bibliohuy.be/Trouver-un-emploi-en-quelques-clics_a631.html)

### **Références permanentes sur l'emploi dans le secteur**

Commune de Dour/recherche d'emploi sur internet

[www.communedour.be](http://www.communedour.be)

e-emploi.be

[www.e-emploi.be](http://www.e-emploi.be)

Easy expat

[www.easyexpat.com](http://www.easyexpat.com)

Econosoc. Le carrefour de l'économie sociale

[www.econosoc.be](http://www.econosoc.be)

Le BLOG d'INFOR JEUNES HUY asbl/ Travailler dans une ONG

<http://inforjeuneshuy.canalblog.com/archives/2011/04/09/10796872.html>

Service emploi de l'UCL

[www.uclouvain.be/357063.html](http://www.uclouvain.be/357063.html)

Olivier Farcy, consultant spécialisé

[www.ofarcy.net](http://www.ofarcy.net)

Réseau des services d'emploi à l'UCL

[www.uclouvain.be/sites/cio-emplois](http://www.uclouvain.be/sites/cio-emplois)

UFBE

[www.ufbe.be](http://www.ufbe.be)

Opportunités d'emploi (Sur Migration for Development)

<http://m4d.emakina-eu.net/fr>

Forum du Répertoire des ONG Afrique / Travailler dans une ONG

<http://repertoireong.vraiforum.com/t3599-TRAVAILLER-dans-une-ONG.htm>

Blog de Christophe Viltard

<http://cviltard.com>

Agris Mundus Alumni/Networking

[www.agrismundusalumni.org](http://www.agrismundusalumni.org)

Portail humanitaire / Ressources

[www.portail-humanitaire.org](http://www.portail-humanitaire.org)

Diplomatie Belgium / Partenaires DGD

[www.diplomatie.belgium.be](http://www.diplomatie.belgium.be)

### **Références permanentes sur les formations**

Dorifor

<http://www.dorifor.be/formation/service-informations-pour-futurs-cooperants-ong-535.html>

### **Références permanentes sur l'éducation au développement**

Adéquations/Référentiels de l'EAD

<http://www.adequations.org/spip.php?rubrique154>

Cercle de coopération / Organisations francophones pour volontaires

[http://www.ongd.lu/article.php?id\\_article=302](http://www.ongd.lu/article.php?id_article=302)

Portail de la Solidarité

<http://www.portail-solidarite.org/domaines/education-au-developpement>

RITIMO, Sensibiliser, animer, éduquer au développement et à la solidarité internationale

[http://www.ritimo.org/eads/ead\\_bibliographie\\_generale.html](http://www.ritimo.org/eads/ead_bibliographie_generale.html)

# Annexe XV : Evaluation interne du FAIQ

## INTRODUCTION

L'amélioration de la qualité professionnelle des ONG est un des enjeux majeurs du secteur, que cela soit au niveau de leurs pratiques de gestion (opérationnelle, financière, comptable, ressources humaines,...) qu'au niveau de leurs finalités (vision et mission) et de leurs stratégies opérationnelles. L'AR du 7 février 2007 régissant l'agrément et la subvention des fédérations d'ONG leur confie le mandat de renforcer leurs membres dans cette matière.

La facilité d'appui aux initiatives de renforcement de la qualité professionnelle (FAIQ) est une formule de coaching qui, partant de besoins exprimés collectivement par les ONG, permet à chacune d'entre elles d'envisager les questions qui se posent dans le respect de sa spécificité individuelle.

La FAIQ soutient des initiatives proposées par les membres d'ACODEV (individuellement ou à plusieurs) pour le **renforcement de leur qualité professionnelle**.

La FAIQ soutient les efforts des ONG en la matière en cofinçant des prestations d'expertise externe spécialisée et tournées vers un changement concret au niveau des capacités de l'organisation (formation, élaboration et mise en place de politiques ou procédures, élaboration de méthodologies,...). Il ne s'agit donc pas de soutenir le recours à une expertise externe pour la réalisation de tâches récurrentes normales de l'ONG (gestion comptable ou administrative, formulation de projets,...).

Il y a eu 3 appels FAIQ en 2009 et en 2010. Dans ce cadre 20 ONG ont bénéficié de 22 projets. ACODEV a jugé utile de procéder à une évaluation interne, par deux permanents du secrétariat qui n'ont pas participé aux sélections FAIQ, au terme de 2 années de fonctionnement de ce nouvel outil mis en place par la fédération, ceci afin de savoir s'il est utile et adéquat et de l'adapter éventuellement.

Une évaluation externe indépendante aura lieu en 2012.

## LES 3 APPELS FAIQ DE 2009 ET 2010

Toutes les ONG membres ou adhérentes d'ACODEV peuvent faire appel à la FAIQ.

Une ONG peut introduire un ou plusieurs projets spécifiques lors de chaque session. Le total de l'appui accordé à une ONG est contraint par les limites suivantes :

1. 3000€ par session et
2. Un maximum de deux projets accordés par session

L'ONG qui a déjà bénéficié d'un appui de la FAIQ par le passé peut proposer de nouvelles initiatives dans le cadre d'un appel à proposition suivant à condition d'avoir préalablement clôturé les opérations précédentes (prestations, reporting financier et reporting moral).

Les dépenses éligibles à la FAIQ sont exclusivement des dépenses de prestation intellectuelle (expertise externe).

Un comité sélectionne les initiatives qui seront soutenues à partir de la FAIQ sur base de critères de recevabilité et d'appréciation transparents.

### 1) Appel à propositions de juin 2009

La première FAIQ a été lancée en juin 2009. Des critères de recevabilité et de sélection étaient fixés. Les dossiers devaient être envoyés pour le 6 juillet. La sélection a eu lieu le 10 juillet (par 3 membres du secrétariat d'ACODEV : Denis Dubuisson, Sylvie Graffe, Wamu Oyatambwe). Un procès verbal de cette sélection a été dressé. La date limite de finalisation des prestations était le 31.12.2009.

Cet appel visait quatre thèmes :

- Gouvernance et contrôle interne
- Gestion des ressources humaines et politique du personnel
- Comptabilité analytique et contrôle budgétaire

- Structure organisationnelle

14 projets de 13 ONG ont été présentés pour un montant total de 34.083,86 €. Le budget disponible était de 17.500 €. Il y avait donc une demande excédentaire de pratiquement le double du budget disponible.

8 projets ont été retenus, sur les sujets et pour les montants suivants :

ONG	Sujet	Montant accordé FAIQ	Montant total
<b>ABR</b>	Gouvernance et contrôle interne	3.000	4.500
<b>ACDA</b>	Comptabilité analytique et contrôle budgétaire	2.246	2.807,41
<b>ADG</b>	Gouvernance et contrôle interne	2.904	4.840
<b>CEC</b>	Structure organisationnelle	2.420	3.630
<b>Croix-Rouge B</b>	Gestion des ressources humaines	1.478,34	3.872
<b>FSTM</b>	Comptabilité analytique et contrôle budgétaire	2.000	2.600
<b>ISF/Codéart</b>	Structure organisationnelle	2.400	3.000
<b>Petits Pas</b>	Comptabilité analytique et contrôle budgétaire	1.051,73	2.633,71

Le montant total de ses projets est de 27.877,12 €. Le budget FAIQ de 17.500 € a été totalement épuisé. Il y a un taux de cofinancement de 63%.

## 2) Appel à propositions de février 2010

La deuxième FAIQ a été lancée en février 2010. Des critères de recevabilité et de sélection étaient fixés. Les dossiers devaient être envoyés pour le 3 mars. La sélection a eu lieu le 5 mars (par 3 membres du secrétariat d'ACODEV : Denis Dubuisson, Sylvie Graffe, Wamu Oyatambwe). Un procès verbal de cette sélection a été dressé. La date limite de finalisation des prestations était le 31.07.2010.

Cet appel visait trois thèmes :

- Développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO)
- Planification stratégique (vision et mission, cadre stratégique,...)
- Gouvernance et contrôle interne

9 projets de 8 ONG ont été présentés pour un montant total de 19.886,55 €. Le budget disponible était de 17.500 €, un montant de 15.501,30 € a été attribué.

7 projets ont été retenus, sur les sujets et pour les montants suivants :

ONG	Sujet	Montant accordé FAIQ	Montant total
<b>Avocats SF</b>	Gouvernance et contrôle interne	3.000	5.000
<b>Autre Terre</b>	DIRO	3.000	5.000
<b>Echos Com</b>	Gouvernance et contrôle interne	2.063	2.750
<b>FSTM</b>	Gouvernance et contrôle interne	1.000	1.300
<b>Louvain Dév</b>	Gouvernance et contrôle interne	2.613,3	3.266,9
<b>Quinoa</b>	Planification stratégique	825	1.100
<b>SCI</b>	Gouvernance et contrôle interne	3.000	4.356

Le montant total de ses projets est de 22.772,9 €. Un montant de 15.501,30 € a été attribué par la FAIQ. Il y a un taux de cofinancement de 68%.

Pour ASF, Louvain Dév, SCI et Echos, le sujet des projets étant proche, ACODEV a lancé un appel d'offre groupé et a sélectionné un prestataire pour ces 4 missions.

### 3) Appel à propositions de juin 2010

La troisième FAIQ a été lancée en juin 2010. Des critères de recevabilité et de sélection étaient fixés. Les dossiers devaient être envoyés pour le 4 juillet. La sélection a eu lieu le 8 juillet (par 3 membres du secrétariat d'ACODEV : Denis Dubuisson, Sylvie Graffe, Wamu Oyatambwe). Un procès verbal de cette sélection a été dressé. La date limite de finalisation des prestations était le 31.12.2010.

Cet appel visait quatre thèmes :

- Développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO)
- Planification stratégique (vision et mission, cadre stratégique,...)
- Gouvernance et contrôle interne
- Mise en place de synergies inter-ONG (au Nord ou au Sud).

11 projets de 9 ONG ont été présentés pour un montant de 26.553,46 €. Le budget disponible était de 17.500 €. Il y avait donc une demande excédentaire de pratiquement 50 % par rapport au budget disponible.

7 projets ont été retenus, sur les sujets et pour les montants suivants :

ONG	Sujet	Montant accordé FAIQ	Montant total
<b>Croix-Rouge B</b>	DIRO	1.492	4.356
<b>E&amp;F</b>	DIRO	3.000	5.000
<b>FDH</b>	Planification stratégique	1.008	1.260
<b>HIB</b>	Gouvernance et contrôle interne	3.000	4.840
<b>Iles de Paix</b>	Gouvernance et contrôle interne	3.000	3.777
<b>MDM</b>	Planification stratégique	3.000	4.000
<b>Volens</b>	DIRO	3.000	4.800

Le montant total de ses projets est de 28.033 €. Le budget FAIQ de 17.500 € a été totalement épuisé. Il y a un taux de cofinancement de 62%.

## LES 20 ONG CONCERNEES

Nous reprenons ici une information sur l'agrément et les dossiers DGD (AR 2006) en cours des ONG ayant participé aux FAIQ.

<b>ABR</b>	ONG Programme depuis mai 2010 qui aura un premier programme prochainement
<b>ACDA</b>	ONG Projets ayant des projets en cours
<b>ADG</b>	ONG Programme depuis mai 2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>Autre Terre</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>Avocats SF</b>	ONG non agréée
<b>CEC</b>	ONG Projets
<b>Croix-Rouge B</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>Echos Com</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>E&amp;F</b>	ONG Programme en cours de programme 2008-2011
<b>FDH</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>FSTM</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>HIB</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013

<b>Iles de Paix</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>ISF/Codéart</b>	Codéart est ONG Programme depuis mai 2010 et va introduire un programme 2011-2014 ; ISF est ONG Projets ayant des projets en cours
<b>Louvain Dév</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>MDM</b>	ONG Programme depuis mai 2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>Petits Pas</b>	ONG Programme en cours de programme 2008-2011
<b>Quinoa</b>	ONG Programme depuis mai 2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>SCI</b>	ONG Programme ayant eu un programme 2008-2010 et en cours de programme 2011-2013
<b>Volens</b>	ONG Programme depuis 2007, va introduire un programme 2011-2014

## ANALYSE

Il a été procédé à la lecture de 19 rapports narratifs d'ONG pour 22 projets (3 ONG n'ont pas encore rentré de rapport) et 12 ONG ont été contactées téléphoniquement relativement à 15 dossiers FAIQ. Il en ressort les éléments qui suivent.

Les ONG sont largement satisfaites des projets menés dans le cadre de la FAIQ. Les résultats fixés en début de projet ont été, dans la très grande majorité des cas, atteints. Il y a un suivi des projets en interne. L'appropriation par le personnel est assurée, parfois les instances (conseil, bureau, ...) sont également impliquées.

Le type de projets financés est très variable. S'il s'agit toujours de petits projets (vu le montant financier limité), les sujets abordés sont très divers : du plus concret à des analyses stratégiques, parfois cela répond à des besoins bien ciblés avec des réponses concrètes à court terme, parfois le projet n'est qu'une étape d'un long chemin d'amélioration de la qualité. Ces projets répondent véritablement à un besoin interne, ils sont réfléchis en interne. Ils semblent en général faire partie d'une démarche de recherche de qualité ou de réflexion interne plus large. Pour quelques ONG, ces projets ont eu un impact décisif quant à leur avenir (choix de fusion ou non entre 2 ONG, réussite du screening...).

A propos du système d'appel à projet FAIQ lui-même, les ONG estiment le système très pertinent et désirent y faire encore appel. Il laisse une importante marge de manœuvre à l'ONG. C'est l'occasion de lever le nez du guidon et de prendre du recul. Il est très intéressant qu'il y ait ainsi une possibilité de financement pour améliorer la qualité et les processus. Ce sont des choses que les bailleurs n'aiment pas financer normalement. Or on demande beaucoup aux ONG en matière de renforcement des capacités internes. Une ONG estimerait intéressant que la DGD dote davantage la FAIQ pour que plus d'ONG y ait accès. Globalement la demande était supérieure au budget disponible et plus de projets auraient pu être financés s'il y avait eu plus de fonds disponibles.

Les ONG sont également satisfaites des prestataires engagés pour les aider dans leurs projets. Ils sont choisis par leurs soins (à l'exception d'un appel d'offre d'ACODEV pour 4 projets). Ces prestataires continuent, dans un tiers des cas, à travailler avec l'ONG après la fin du projet. Il y a cependant certains cas où l'ONG n'était pas tout-à-fait satisfaite du prestataire (cela apparaît plutôt lors des conversations téléphoniques).

Le fait qu'il y ait un prestataire externe pour ces projets est très positif : l'ONG est amenée à davantage réfléchir le projet à l'avance, à préparer des TDR. Le fait qu'un consultant externe soit présent amène à dégager du temps et à se mobiliser davantage (autrement il y a toujours d'autres priorités...).

Dans un cas, ACODEV a pu lancer un marché et sélectionner un seul prestataire pour plusieurs projets d'ONG. Une des quatre ONG concernée estimait cette solution pas tout-à-fait adéquate (disponibilité plus réduite, moins de recherches pour ce qui était plus spécifique chez eux, l'appel d'offre a retardé le démarrage et précipité la fin du projet), les autres ONG n'ont pas mentionné de difficultés.

Les procédures de la FAIQ satisfont globalement les ONG. C'est un système souple avec introduction d'un dossier léger. Il y a un bon suivi administratif. Les décisions de refus et d'approbation sont jugées transparentes (sauf par une ONG).

Le système de délai de réponse rapide (délai entre le lancement de l'appel et sa clôture) pose des soucis à certaines ONG. En particulier si la réflexion n'était pas déjà entamée en interne sur le projet.



Le fait qu'il faille finir un projet avant de répondre à un appel à projet suivant (en 2010, il y a eu deux appels successifs) est parfois jugé contraignant.

La date de fin de projets peut aussi parfois poser problème, en effet il doit y avoir clôture du projet dans les 6 mois (+/-). Des projets qui nécessitent plus de temps sont donc exclus de la FAIQ.

La suggestion est faite que l'on sache plus longtemps à l'avance quand il y aura un appel FAIQ (et sur quoi), peut-être même fixer des périodes déterminées pour ces appels pour permettre aux ONG de planifier. Et il faudrait donc pouvoir parfois dépasser le délai d'exécution.

Une réflexion devrait être menée sur ces questions de timing.

Le fait que ce soit un petit financement semble être suffisant pour donner un petit coup de pouce là où l'ONG n'aurait peut-être rien fait sans cet appui (sur les 6 dossiers refusés pour lesquels contact a été pris avec l'ONG, 4 n'ont pas été menés par les ONG, dont 3 par manque de moyens). C'est aussi une juste place pour ACODEV, avec de petits montants il n'y a pas trop d'enjeux.

Cependant une ONG regrette que le montant par projet ne soit pas plus élevé, car certaines expertises sont très coûteuses, surtout en matière de renforcement des capacités.

Sur ces 3 appels, un montant total de 50.501,3 € a été attribué pour un coût global de 78.683,02 €. Le taux de cofinancement pour ces projets est de 64 %.

Les 2 ONG qui ont reçu des financements pour 2 projets consécutifs estiment que cela donne un continuum intéressant, un suivi dans le processus de changement à plus long terme.

Voici, par ordre de nombre de projets, les sujets choisis par les ONG pour leurs projets FAIQ :

1. Gouvernance et contrôle interne : 9
2. Développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO) : 4
3. Planification stratégique (vision et mission, cadre stratégique,...) : 3
4. Comptabilité analytique et contrôle budgétaire : 3
5. Structure organisationnelle: 2
6. Gestion des ressources humaines et politique du personnel : 1
7. Mise en place de synergies inter-ONG : 0

En ce qui concerne ces thèmes des FAIQ, les sujets proposés par ACODEV semblent adéquats aux ONG (même si le thème synergies inter-ONG n'a pas été choisi en tant que tel). Certains se recoupent (le 1 et le 4 ; le 2 et le 5).

Choisir des thèmes larges permet de répondre plus largement aux besoins des ONG. Il serait intéressant de connaître plus longtemps à l'avance les thèmes des FAIQ pour que les ONG puissent y réfléchir et s'y préparer.

Les ONG ont également mentionné diverses idées de thèmes pour la FAIQ :

- Les questions liées aux nouveaux outils internet (Blog, Facebook, Twitter), aux bases de données, aux interfaces utilisateurs...
- Un appui/ accompagnement à la mise en oeuvre d'une démarche qualité (EFQM)
- Les questions d'administration et comptabilité (qui existent déjà)
- La mutualisation de services avec d'autres ONG (les synergies apparaissent ici !)
- L'amélioration des procédures administratives et financières.

A propos des rapports narratifs sur les projets FAIQ, ils étaient en général assez courts, ce qui en soit est logique pour de tels projets et n'est pas dérangeant, mais certains points demandés par ACODEV n'étaient pas traités par toutes les ONG. Il faudrait réfléchir à nouveau à ce que la fédération désire vraiment savoir en fin de projets et dans quels buts. Il semble aussi adéquat de proposer un canevas pour éviter que des points ne soient omis.

En conclusion, l'outil est adéquat et répond à un réel besoin de renforcement de la qualité des ONG. Il semble donc tout indiqué de continuer à le proposer.

## Glossaire

**AERF** : Association pour une Ethique de la Récolte de Fonds

**AG** : Assemblée générale

**AM** : Arrêté Ministériel

**APD** : Aide publique au développement

**AR** : Arrêté Royal

**ASBL** : Association sans but lucratif

**CGRI** : Commissariat Général aux Relations Internationales de la Communauté française de Belgique

**CONCORD** : Confédération européenne des ONG d'aide d'urgence et de développement (auprès de la Commission Européenne)

**Coprogram** : fédération des ONG flamandes, fédération "sœur" d'ACODEV

**CNCD-11.11.11** : Centre National de Coopération au Développement, groupement d'associations francophones actives dans le secteur de la coopération au développement qui organise notamment l'opération 11.11.11.

**CTB** : Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale fondée en 1998, agence d'exécution dont la mission consiste à réaliser, au nom de l'État belge (Coopération bilatéral directe) et d'autres donateurs, des actions de Développement avec l'aide des partenaires établis dans les pays en développement

**CWBCI** : Conseil Wallonie Bruxelles de la Coopération Internationale

**DEEEP** : Development Education Exchange in Europe Program

**DGD** : Direction Générale de la Coopération au Développement, c'est-à-dire l'Administration du Ministre de la Coopération au Développement. Elle fait partie du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

**Dialogue politique** : Moment de rencontre entre l'Administration (DGD) et les ONG pour discuter d'un dossier de financement (programme ou projet) soumis à l'Administration. Il y a aussi un dialogue politique entre les fédérations d'ONG et la DGD.

**DRI** : Direction des Relations Internationales de la Région wallonne

**ED** : Éducation au Développement

**EFQM** : European Foundation for Quality management, système de gestion de la qualité

**ETP** : Equivalent temps plein

**FAQ** : Les questions récurrentes (de l'anglais : *Frequently Asked Questions*)

**FAIQ** : Facilité d'appui aux initiatives de renforcement de la qualité

**FBS** : Fonds belge de Survie

**FEONG** : Fédération des Employeurs ONG qui regroupe et représente les ONG pour toutes les questions relatives aux relations collectives de travail (dont la Commission paritaire du secteur Socioculturel 329) dont ressortent les ONG). La FEONG est membre de la CESSOC, confédération patronale du secteur socioculturel

**GAR** : Gestion axée sur le résultat

**GCP** : Gestion du cycle de projet

**GPS** : Groupes Pratiques et Stratégies : nouvelle forme de groupe de travail lancée à ACODEV

**Groupe Sectoriel ou GS** : Groupe de travail interne à la fédération ACODEV, il regroupe les ONG actives dans, ou intéressées par, un des 4 types d'activités créés par l'AR du 18.07.97

**GSED** : Groupe Sectoriel Éducation au Développement d'ACODEV

**GSRH** : Groupe Sectoriel Ressources Humaines d'ACODEV

**GT** : Groupe de travail

**IOV** : Indicateurs objectivement vérifiables, instruments de suivi de l'avancement dans la réalisation des objectifs ou des résultats

**RH** : Ressources Humaines

**RW/CF** : Région wallonne / Communauté française

**SES** : Service de l'Évaluateur Spécial, ce service est directement rattaché au SPFAE

**SPFAE** : Le Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

**Situation de référence** : Situation de départ à partir de laquelle des évolutions sont attendues. La connaissance de la situation de référence permet, grâce à des indicateurs, de savoir si l'on a atteint ses objectifs. Se dit "baseline " en anglais